

Université de Bouaké



Laboratoire d'économie et
de sociologie rurales

LESOR

RAPPORT D'ACTIVITE, en fin de première année du Programme :

**"FACE AUX CONTRAINTES DE LA PRIVATISATION : INCERTITUDES ET
RECOMPOSITIONS DANS LA FILIERE PALMIER A HUILE EN COTE D'IVOIRE"**

Projet IRD-CODESRIA

Mai 2002

Rapport principal présenté par :

Francis Akindès, Université de Bouaké
Emmanuelle Cheyns, CIRAD
Frédéric Aka Adié, Université de Bouaké,
Séverin Kouamé Yao, Université de Bouaké,
Cherif Sadia, Université de Bouaké, Université de Bouaké.

Cp-Sic n°1526



Université de Bouaké



Laboratoire d'économie et
de sociologie rurales

LESOR

RAPPORT D'ACTIVITE, en fin de première année du Programme :

**"FACE AUX CONTRAINTES DE LA PRIVATISATION : INCERTITUDES ET
RECOMPOSITIONS DANS LA FILIERE PALMIER A HUILE EN COTE D'IVOIRE"**

Projet IRD-CODESRIA

Mai 2002

Rapport principal présenté par :

**Francis Akindès, Université de Bouaké
Emmanuelle Cheyns, CIRAD
Frédéric Aka Adié, Université de Bouaké,
Séverin Kouamé Yao, Université de Bouaké,
Cherif Sadia, Université de Bouaké, Université de Bouaké.**

Cp-Sic n°1526

SOMMAIRE

1. Introduction : RAPPEL DE LA PROBLEMATIQUE, DES OBJECTIFS ET HYPOTHESES	5
1.1. Problématique.....	5
1.2 Objectifs.....	9
1.3 Hypothèses de travail	10
2. ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET.....	11
2.1. Tensions, ressources investies dans la négociation des nouvelles formes d'accord et de contractualisation entre les acteurs de la filière	12
2.1.1. Opérations prévues et réalisées	12
2.1.2. Résultats intermédiaires	13
2.1.2.1. Identification et caractérisation des principaux acteurs de la filière.....	13
2.1.2.2. Tensions entre acteurs de la filière	14
2.1.2.3. Tensions sur le mécanisme de fixation des prix	16
2.1.2.4. Tensions sur "le transfert" des activités aux coopératives	17
2.1.3. Valorisation	20
2.1.4. Poursuite des travaux en année 2	20
2.2. Dynamique de l'action coopérative, nouvelles formes de légitimité et conditions d'appropriation des nouvelles normes	20
2.2.1. Opérations prévues et réalisées	21
2.2.2. Bref résumé des résultats intermédiaires	23
2.2.2.1. Les contraintes à l'émergence des coopératives.....	23
2.2.2.2. Modes de résolution des conflits.....	25
2.2.3. Valorisation	26
2.2.4. Poursuite des travaux en année 2	26
2.3. Stratégies, logiques d'action et changements des formes de production et de transformation villageoises	26
2.3.1. Opérations prévues et réalisées	27
2.3.2. Résultats intermédiaires	29
2.3.2.1. Changements dans la production villageoise.....	29
2.3.2.2. Changements dans la transformation artisanale villageoise.....	32
2.3.2.3. Facteurs déterminants de ces changements	35
2.3.2.4. Segmentation des marchés de l'huile de palme	36
2.3.3. Valorisation	38
2.3.4. Poursuite des travaux en année 2	39

3. FORMATION ET RENFORCEMENT DES COMPETENCES.....40

3.1. L’organisation de séminaires méthodologiques40

3.2. Renforcement des capacités.....40

3.3. Formation d’étudiants du programme à l’étranger.....40

4. RAPPORT FINANCIER.....42

4.1. Financement CIRAD (2001).....42

4.2. Mémoire comptable du projet IRD-CODESRIA.....43

AVANT PROPOS

Dans le cadre d'un partenariat scientifique entre le Département « Cultures Perennes » du CIRAD et le LESOR (Laboratoire d'Economie et de Sociologie Rurales) de l'Université de Bouaké, le programme intitulé : « Face aux contraintes de la privatisation : incertitudes et recompositions dans la filière palmier à huile en Côte d'Ivoire » a pris forme. Ce programme démarré en 2000 avec un financement du CIRAD se poursuit grâce au crédit obtenu suite à la réponse à l' « appel à proposition en sciences sociales lancée par le Codesria et l'IRD.

L'objectif du présent rapport est de présenter un état d'avancement de ce programme qui, dans le contrat entre l'Equipe de recherche et le CODESRIA, s'étend du 28 février 2001 au 28 février 2003.

Le présent rapport rappelle (i) la problématique de recherche ainsi que les hypothèses de travail, (ii) l'évolution des travaux de recherche et des résultats obtenus et scientifiquement valorisés par rapport aux objectifs initialement fixés ainsi que les opérations à couvrir, (iii) Les acquis du programme en termes de formation, d'échanges et de renforcement des capacités, (iv) le rapport financier.

1. Introduction : RAPPEL DE LA PROBLEMATIQUE, DES OBJECTIFS ET HYPOTHESES

1.1. Problématique

Ce projet d'étude part d'une hypothèse centrale : les jeux d'acteurs dans le cadre de la privatisation d'une filière agro-alimentaire comme celle du palmier à huile sont un champ concret d'observation des dynamiques, des tensions sociales et des recompositions induites par le mouvement de libéralisation porté par les "Washington consensus". En même temps que ce champ laisse percevoir les logiques et intérêts multiples et parfois contradictoires d'acteurs (Etat, bailleurs de fonds, planteurs, associations de planteurs, unités agro-industrielles) engagés dans le processus, il renseigne sur les capacités internes de régulation politique des privatisations auxquelles sont contraintes les économies depuis les années 80 ainsi que sur les formes d'innovation et de recomposition à l'œuvre dans ces confrontations. L'intérêt scientifique pour la filière palmier à huile trouve ici de multiples justifications.

Intérêt de l'objet d'étude : la filière palmier à huile

La filière palmier à huile en Côte d'Ivoire est privatisée en janvier 1997, l'Etat se désengage des activités d'exploitation et de commercialisation qu'il gère de façon exclusive ; des recompositions institutionnelles sont en jeu.

Cette filière constitue, avec l'hévéa, un enjeu particulier pour l'Etat ivoirien. Elle représente une culture de diversification par rapport aux filières café et cacao, dominantes en termes de ressources financières (47 % de la valeur totale des exportations en 1999, plus d'un million de planteurs), mais largement dépendantes du marché. Le gouvernement actuel de transition a d'ailleurs réaffirmé sa volonté de promouvoir les cultures de diversification de cacao. Un plan "de sortie de crise du cacao" rédigé par des experts internationaux, à la demande de la présidence, vise la réduction de l'offre ivoirienne par la destruction d'une partie des surfaces plantées en cacao et leur reconversion en cultures de substitution¹.

L'hévéa et le palmier constituent par ailleurs une alternative aux difficultés économiques et écologiques de replantation du cacao et du café sur de vieilles plantations caféières et cacaoyères, dont l'extension s'est principalement réalisée par consommation d'une "rente forêt" actuellement peu disponible (Ruf, 1987 ; Colin, 1990 ; Léonard, 1997 ; Naï Naï, Cheyins et Ruf, 2000).

Enfin, l'intérêt particulier de la filière palmier à huile réside également dans sa capacité croissante à approvisionner un marché sous-régional en corps gras dont la demande est en forte croissance, alors que les capacités d'extension en autres oléagineux tels que l'arachide et le coton sont limitées. Stimulée par un développement agro-industriel de la filière pendant 30 ans, la Côte d'Ivoire est aujourd'hui le principal exportateur africain d'huile de palme (60 % des exportations totales de la CEDEAO) et alimente le marché régional en huiles brutes et raffinées, et en produits dérivés tels que les savons, cosmétiques et margarines.

¹ Agence Reuters, 14 avril

Du point de vue de l'analyse économique, le choix de cette filière présente deux intérêts particuliers :

- (i) la transition actuelle qu'observe la filière marque une rupture très forte entre d'une part, un mode de gestion étatique, autocentré, planifié et d'exploitation agro-industrielle qui ont prévalu pendant les trente années de développement de la filière, et d'autre part, une politique économique de libéralisation du secteur, de différenciation et de multiplication des acteurs, de décentralisation des prises de décision et d'ouverture à d'autres modes de production.
- (ii) la "périssabilité" du produit (qui doit être transformé dans les 24 à 48 heures) génère de fortes incertitudes entre acteurs de la filière dans un contexte où les modes de contractualisation sont en cours de redéfinition. Enfin, ajoutons que la spécificité "pérenne" de l'arbre (associée à la non-conservation du fruit sur pied ou en stock) provoque chez les acteurs un besoin récurrent de "planification" entre le potentiel de production de fruits et le potentiel "d'usinage" ou de traitement de ces fruits, et donc de concertation entre acteurs de la filière.

La problématique du projet de recherche est suggérée par un certain nombre de constats majeurs :

La difficile transition du public au privé dont il faudra élucider les causes

Le palmier à huile "sélectionné" a été promu au travers de "Plans palmier" financés par l'Etat ivoirien et des bailleurs de fonds internationaux (environ 120 milliards de francs CFA), dès 1963 et jusqu'en 1990. La pérennisation et le développement de la filière sont alors assurés par un Fonds d'extension et de renouvellement (FER) et gérés par une Société d'Etat (Palminindustrie)². Le modèle de développement promu pendant ces trente années a été celui des "complexes agro-industriels" : usines et plantations industrielles, autour desquelles les planteurs bénéficient d'un fonds particulier pour développer la culture du palmier, un encadrement technique et la fourniture de plants sélectionnés moyennant la livraison de leur production aux usines. Cette centralisation des activités de production et de transformation a permis une planification de la production sur trente ans, et a abouti à la création de 143 000 ha (dont 55 % en plantations villageoises) de palmier en 1990.

Dès 1997, avec la privatisation de la filière, il y eut de nouvelles données : (i) le système de financement intra-filière (le FER) est supprimé. Les planteurs villageois n'ont plus accès à ce système de crédit qui leur permettait d'acquérir des intrants et de "suivre" ainsi les normes techniques proposées par les agents de Palminindustrie ; (ii) Palminindustrie elle-même est dissoute et ses actifs sont rachetés par 3 sociétés privées de taille. La société Palmci (actionnaires internationaux) rachète les deux tiers du potentiel de production. La société Sipef-ci (actionnaires internationaux) reprend le lot Centre-Ouest, et Palmafrique (investisseurs privés ivoiriens) reprend le lot Centre-Est. Les principaux actionnaires de la société principale, Palmci, que sont Blohorn (Unilever), Socfinco (Fabri-Bolloré) et Sifca (Sifcom) sont aussi actionnaires des deux uniques grandes sociétés de raffinage et de transformation de l'huile brute en Côte d'Ivoire (Cosmivoire S.A. qui a pour actionnaire SIFCA et Blohorn S.A. qui a pour actionnaire Blohorn-Unilever), indiquant des configurations se rapprochant du monopole.

² Sodepalm dans un premier temps, puis, à partir de 1978 par Palminindustrie qui devient Société d'Etat (auparavant Société d'Economie mixte).

En théorie, la privatisation suppose dès lors une gestion privée des sociétés d'exploitations "reprises", notamment orientée vers l'efficacité industrielle et la rentabilité marchande ; celles-ci supposent une réorganisation interne et de nouvelles formes de contractualisation avec les clients et fournisseurs.

En interne, le passage d'une gestion publique à une gestion privée se révèle en réalité beaucoup plus complexe d'autant plus qu'il ne fût pas radical. Les nouvelles règles et procédures doivent composer avec des formes d'organisations anciennes (celles de Palmindustrie) et un personnel qui, pendant trente ans, a fonctionné sur d'autres bases.

Dans leurs relations avec l'extérieur, les sociétés privées doivent trouver de nouveaux types d'arrangements. Avant la privatisation, les planteurs étaient liés à Palmindustrie par un type particulier de contrat : ils avaient accès à crédit à des prestations de service telles que la fourniture d'intrants et de semences sélectionnées, les conseils techniques, la réalisation de la collecte. En contrepartie ils avaient l'obligation de livrer la totalité de leur production à l'usine la plus proche. Les crédits attribués par la société aux planteurs étaient ensuite remboursés par prélèvement à la source. Ce système extrêmement centralisé était source de nombre de problèmes du fait de détournements des productions (et des intrants). Ces phénomènes se sont accentués à l'annonce de la privatisation. Depuis la privatisation de la filière, le souci des usiniers se pose très nettement en terme de contractualisation et/ou de négociations avec les producteurs dans le but de sécuriser leurs approvisionnements en quantité et en qualité (qualité du matériel végétal notamment), d'autant plus que les prestations de services que réalisaient Palmindustrie doivent être désormais prises en charge par de nouveaux acteurs institutionnels dont dépend l'avenir d'une véritable privatisation de cette filière : les "Coopératives".

Les tensions dans la marche forcée vers un mouvement coopératif de plus grande ampleur

Le cahier des charges de la privatisation prévoit que la collecte, l'encadrement des planteurs et l'approvisionnement en intrants seront, deux ans après la privatisation, pris en charge par des coopératives de planteurs. Le désengagement de l'Etat de certaines activités du monde rural s'accompagne en effet de leur transfert aux Organisations Paysannes Agricoles (OPA), impliquées dans un mouvement de professionnalisation du monde rural. Ainsi, les 24 000 planteurs villageois de palmier doivent entrer dans un processus d'autonomisation par regroupement sous forme de coopératives, conformément à la nouvelle loi³. Cette initiative est appuyée par les bailleurs de fonds et l'Association des Planteurs de Palmier à huile de Côte d'Ivoire (APPCI)⁴. Outre la prise en charge des fonctions de collecte et d'encadrement et l'intérêt de regrouper l'offre, il est envisagé, à travers ce regroupement, de donner un poids plus important aux planteurs dans les négociations avec leurs partenaires⁵.

Si la taille légale minimale d'une coopérative est de sept personnes, les mesures⁶ politiques et financières, voire législatives, incitent les planteurs à créer des coopératives de très grande taille (milliers de planteurs). Au final, la

³ Loi du 23 décembre 1997 relative aux coopératives. Décret d'application le 3 juin 1998.

⁴ Créée en 1991, aujourd'hui associée au CPPH (Comité de coordination des planteurs de palmier à huile), et membre le l'ANOPACI (Association nationale des organisations professionnelles agricoles de Côte d'Ivoire).

⁵ A cet effet, les dernières négociations sur le prix d'achat de régime se sont traduites, en novembre 1999, par un mouvement de grève généralisée des planteurs villageois. Celui-ci s'est effectivement soldé par l'obtention du relèvement du prix d'achat des régimes par les sociétés d'exploitation. Ces récents mouvements sont révélateurs de l'émergence d'une capacité de négociation des planteurs, même si la confusion entre l'activité de coopérative et l'activité syndicale reste entière.

⁶ Pour obtenir une autorisation légale, une coopérative en création doit engager une procédure d'agrément. Les pièces à joindre sont, entre autres, les statuts et le règlement intérieur, le procès verbal de l'assemblée constitutive et une étude de faisabilité indiquant les potentialités techniques et la rentabilité interne de la future coopérative. Les dossiers sont d'abord présentés à la direction départementale de l'agriculture et des ressources animales pour une première analyse. Ils sont ensuite analysés par la direction régionale du Minagra, puis par le comité d'agrément. L'évaluation du dossier d'agrément sur

logique est de doter chaque E.A.I." (Ensemble agro-industriel) "d'une coopérative. Ces mesures sont justifiées par un souci d'efficacité (par la taille) et de professionnalisme : création d'un siège social, capacité de recrutement et d'autofinancement d'administrateurs de coopératives qualifiés pour ce type de fonction, etc.

De surcroît, la création de l'interprofession, et avant cela, des coopératives, est soumise à des délais de constitution très courts (2 ans), justifiés par un besoin d'opérationnalité rapide. Cette "urgence" se traduit par l'établissement de règles constitutives et d'organisation "normatives", qui laissent peu de place à *l'émergence de règles appropriées et négociées de façon interactive et progressive par les acteurs de la filière*. A ce jour, le principe des coopératives n'est pas entièrement acquis, et seules quelques coopératives ont obtenu leur agrément⁷. Au niveau des organes coopératifs en constitution, on constate de nombreux points de blocage ou de dysfonctionnement liés à la nature des normes imposées et leur difficile appropriation ou leur incompatibilité avec des règles d'organisation locales le plus souvent régies par une logique endogène de contrôle social. Pour les planteurs non-directement liés aux bureaux des coopératives, les nouvelles normes sont d'une très faible lisibilité. D'une part le mouvement n'a pas émergé "de la base"⁸, d'autre part les coopératives constituent pour les responsables de nouvelles formes de pouvoir qui brouillent les règles du jeu local et ne facilitent pas la circulation de l'information. Des conflits de normes apparaissent. Par exemple, le principe électif du bureau qui se veut, dans les textes, fondé sur un principe *civique* (qui dépasse la singularité des personnes et tourné vers le bien être collectif) entre en conflit avec des principes de nomination plus *domestiques* basés sur des critères sociaux ou ethniques par exemple. Ils aboutissent dans certains cas au détournement de la norme, dans d'autres cas à la constitution de compromis entre différents principes de légitimité. Loin d'être conformes au modèle théorique, les coopératives de planteurs sont dans une phase de constitution et les compromis issus des tensions entre différents principes ne sont pas encore stabilisés.

Cette situation rend délicat le transfert de charges et de compétences aux coopératives (collecte, approvisionnement, etc.). Elle génère des coûts supplémentaires pour la filière (multiplication des coûts de collecte pour une même marchandise, dégradation des pistes et marginalisation de certaines zones, rupture des approvisionnements en intrants et semences, etc.).

Le déficit de coordination entre les acteurs de la filière comme source de tensions dans les négociations

L'absence de contrats entre planteurs et usiniers pose des problèmes de planification et d'articulation entre la capacité d'usage et de production. Dans un contexte où 50 à 60 % des approvisionnements des usines proviennent de plantations villageoises, les usiniers sont confrontés à un besoin de sécurisation de leurs approvisionnements, en quantités et en qualité. La qualité des régimes pour les usiniers (taux d'huile sur fruit) est directement liée aux itinéraires techniques appliqués par les producteurs.

Or, la déconcentration des activités induite par la privatisation de la filière s'accompagne d'une décentralisation des pôles de décision et élargit la marge de manoeuvre des acteurs en termes de décision et de choix de

présentation d'une étude de faisabilité semble reposer sur des critères qui incitent à ces regroupements importants, et qui amènent souvent les coopératives à déléguer la construction du dossier à des cabinets conseils d'Abidjan. Au niveau financier, l'aide à la création de coopératives apportée par l'Union Européenne va dans le même sens : l'activité 2 du projet de l'U.E. prévoit de participer au financement des locaux et équipements au minimum "au niveau des coopératives viables (une par EAI ou coopérative représentant 40 000 tonnes de régimes villageois)". Enfin, l'OTG (organe transitoire de gestion, actuellement dissous) et l'APPCI se sont concertés pour réduire le nombre d'OPA par région, selon la logique des EAI (rapport APROMA), et sensibilisent les planteurs dans ce sens.

⁷ L'agrément devait être obtenu fin 1999.

⁸ Les planteurs ne sont donc pas consultés pour "créer" de nouvelles normes.

plantation et de valorisation. De même la suppression du système de financement à crédit devrait entraîner une diversification des itinéraires techniques conduits par les planteurs.

Parallèlement, les opérateurs qui interviennent dans la transformation des régimes se sont diversifiés. Outre les 14 huileries industrielles détenues par les sociétés d'exploitation, se développent des mini-huileries coopératives ou privées. On note aussi un essor de la transformation artisanale et de réseaux commerciaux informels qui sortent de la clandestinité pour répondre aujourd'hui aux difficultés d'écoulement des régimes de palme⁹.

Ce nouveau contexte (décentralisation des activités, des pôles de décisions, et complexification des échanges), source d'incertitudes, génère des tensions entre acteurs de la filière, notamment entre sociétés privées et planteurs (et coopératives) qui s'observent dans le cadre des processus de négociation des formes de coordination.

Trois objets de tensions retiennent notre attention : le mode de calcul du prix d'achat du régime de palme au planteur, l'accès au foncier et la sécurisation foncière, et la diversification des formes sociales et techniques de production et de transformation villageoise (notamment la nature du matériel végétal utilisé).

Sur ce dernier point, l'ancien modèle dominant de production, basé sur la rentabilité industrielle et variétale s'oppose à l'émergence d'une nouvelle configuration basée sur une diversité des formes de production et de transformation. De même, le besoin récurrent de planification de l'ensemble production-capacité de traitement des régimes (qu'ont repris à leur charge les coopératives de planteurs) se trouve en porte à faux avec le souci d'autonomisation et de souplesse révélé chez les producteurs villageois. La transition qu'observe ainsi la filière est marquée par des tensions entre différents principes qui marquent le pas vers des processus de recomposition et de nouvelles formes de compromis qui méritent de plus amples analyses.

Dans ce contexte de décentralisation des pôles de décision, les formes de production et de circulation de l'information sont au cœur de l'analyse. Elles génèrent des asymétries et sont des enjeux de pouvoir.

1.2 Objectifs

A partir de ces constats, trois objectifs scientifiques structurent le projet de recherche :

1. Analyser les tensions et les ressources investies dans la négociation des nouvelles formes d'accord et de contractualisation entre les acteurs de la filière.

Objectifs spécifiques :

- Identifier la nature et la performance des institutions et des contrats (formels et informels) existant ou en formation dans le but d'aider à la définition des stratégies de réduction des incertitudes et des tensions qui affectent les relations entre les groupes d'acteurs impliqués dans la dynamique de la filière.
- Analyser particulièrement le positionnement de l'Etat dans la régulation du processus de privatisation de la filière.

⁹ en partie liées à un problème d'organisation de la collecte.

- Analyser les sources et objets de tensions entre acteurs de la filière, en explicitant ce qui fonde la légitimité de chacune des parties, ainsi que les modalités de justification de cette légitimité.
 - Analyser les expériences d'arrangements institutionnels issues de la négociation de compromis entre acteurs ainsi que les ressources (sociales, politiques et économiques) investies dans leur formation.
 - Partir de cette compréhension pour proposer des mécanismes d'incitation et un modèle de gestion moins conflictuelle et plus participative.
- 2. Identifier les contraintes à l'émergence des coopératives, les nouvelles formes de légitimité et d'action qu'elles génèrent ainsi que les conditions d'appropriation des normes pour enfin proposer un modèle de gestion participative susceptible de faciliter les négociations.**

Objectifs spécifiques :

- Identifier les contraintes à l'émergence d'organisations de type coopératifs.
 - Analyser les stratégies individuelles et collectives des producteurs ainsi que les mécanismes d'appropriation et de "détournement" des normes coopératives qui leur sont proposées.
 - Relever les points de blocage liés à la nature des normes imposées et les formes d'accord qui sont susceptibles de réduire les tensions.
 - Identifier les processus de recomposition qui découlent de la confrontation des normes et des dispositifs mis en œuvre par les politiques avec des règles pré-existantes.
- 3. Analyser les réactions des producteurs aux changements intervenus suite à la privatisation en ce qui concerne les formes de production et de transformation villageoises et mettre en évidence les logiques qui sous-tendent ces réactions.**

Objectifs spécifiques :

- Mettre en évidence (i) la dynamique de changements observés au niveau de la production villageoise de palmiers, en termes de stratégies d'acteurs, de structuration des réseaux et de formes techniques et sociales de production
- Identifier les déterminants et conditions d'émergence de ces évolutions ainsi que les conséquences de ces changements.

1.3 Hypothèses de travail

1 – les difficultés de passage du public au privé rendent compte de la faiblesse de l'arbitrage de l'Etat dans un processus complexe de définition de nouveaux rôles et de nouvelles normes qu'impliquent la libéralisation de la filière

2 – Les leaders du mouvement coopératif jouent à la fois sur les normes extérieures imposées par les politiques et les règles locales. Mais leur marge de manœuvre est étroite vis-à-vis des politiques et des bailleurs de fonds qui financent et orientent le mouvement.

3 – Les tensions auxquelles sont confrontées le mouvement coopératif résultent de l'imposition et de la prééminence de normes extérieures (modèles d'organisation et rythme d'exécution) lesquelles favorisent la mise en place de mécanismes d'opposition, de détournement et/ou de négociation.

4 - Les coopératives de grande taille sont d'une faible crédibilité pour les planteurs parce qu'elles enlèvent aux potentiels adhérents le choix de s'engager sur la base de la proximité sociale plus socialement sécurisante à leurs yeux.

5 - Le fonctionnement des coopératives nécessite, pour être efficace, une qualification des personnes apte à générer une confiance des planteurs envers leurs responsables. Or, les modes de repérages qui permettent cette qualification sont quasiment absents.

6 - Les nouvelles normes qui s'imposent au fonctionnement des coopératives sont d'une faible lisibilité pour les planteurs, en raison d'un système d'information déficient, lui-même lié à des enjeux de pouvoir.

7 - Les normes et conventions qui devront permettre une régulation de la filière ne sont pas encore stabilisées. Cette instabilité génère des incertitudes fortes quant à l'avenir de la filière.

8 - Les tensions liées à la sortie de la centralisation-uniformisation sont le produit de la contradiction entre deux logiques : celle, industrielle et internationale, proche de la standardisation des normes et celle, plus locale et sécuritaire, basée sur la patrimonialisation et la valorisation des ressources, la diversification des revenus et la limitation du risque.

9 - Les tensions entre les différents acteurs de la filière constitue un foyer d'innovation pour de nouvelles formes de coordination sociale et technique.

2. ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET

L'état d'avancement du projet est présenté par objectifs de recherche. Pour chacun des 3 objectifs principaux, nous présentons les opérations initialement prévues et celles réalisées, les résultats intermédiaires obtenus, la valorisation actuelle de ces résultats, et les activités prévues en année 2.

2.1. Tensions, ressources investies dans la négociation des nouvelles formes d'accord et de contractualisation entre les acteurs de la filière

Ce thème de recherche renvoie à l'objectif 1. Il est décomposé en plusieurs sous-objectifs :

- Identifier la nature et la performance des institutions et des contrats (formels et informels) existant et en formation dans le but d'aider à la définition des stratégies de réduction des incertitudes et des tensions qui affectent les relations entre les groupes d'acteurs impliqués dans la dynamique de la filière.
- Analyser particulièrement le positionnement de l'Etat dans la régulation du processus de privatisation de la filière.
- Analyser les sources et objets de tensions entre les acteurs de la filière en explicitant ce qui fonde la légitimité de chacune des parties, ainsi que les modalités de justification de cette légitimité.
- Analyser les expériences d'arrangements institutionnels issues de la négociation de compromis entre acteurs ainsi que les ressources (sociales, politiques et économiques) investies dans leur formation.
- Partir de cette compréhension pour proposer des mécanismes d'incitation et un modèle de gestion moins conflictuelle et plus participative.

2.1.1. Opérations prévues et réalisées

Ce volet ne comporte pas d'opérations spécifiques, mais devait être basé sur le protocole suivant :

- Analyse de la documentation, des rapports d'activité, des textes réglementaires et législatifs, notes administratives, compte rendus de réunions, etc.
- Entretiens individuels auprès des acteurs,
- Participation aux réunions de travail.
- Stage "en entreprise" (notamment dans les groupes industriels)
- Comité de pilotage de la recherche incluant les acteurs de la filière

Ces activités ont toutes été initiées (sauf le stage d'un étudiant dans une société privée, qui n'a pas eu lieu, et le comité de pilotage inter-acteurs qui n'a pas été mis en place).

Cet objectif de recherche est en partie traité dans le cadre d'une thèse et d'un mémoire de DEA.

- Chérif Sadia réalise un mémoire de DEA en sociologie sur « **Les tensions et formes de régulation autour du mécanisme de fixation des prix au planteur** ».
- Frédéric Aka Adié, dans le cadre de sa thèse sur la dynamique de l'action coopérative, aborde en sous-point, la problématique « Des tensions et formes de régulations autour de la question du transfert des activités de collecte aux coopératives ».

2.1.2. Résultats intermédiaires

Les recherches en cours ont permis de réaliser une caractérisation des principaux acteurs de la filière, les objets de tensions entre les acteurs de la filière et les formes de légitimation, et les ressources investies dans la conduite des négociations. Deux objets de tensions sont plus particulièrement abordés : tensions sur la détermination du prix d'achat des régimes, et tensions sur le transfert des activités de collecte aux coopératives.

2.1.2.1. Identification et caractérisation des principaux acteurs de la filière

Les trois principaux types d'acteurs sont : les entreprises privées de transformation et de production industrielles, les planteurs rassemblés en coopératives et leurs représentants, et l'Etat.

- ***Les entreprises privées de production et de transformation industrielles***

La société d'Etat Palminindustrie a été rachetée en 1997 par 3 sociétés privées : Palmci, Sipef-ci et Palmafrique. Ces sociétés gèrent chacune un certain nombre d'"EAI" (ensemble agro-industriel), c'est à dire des bassins d'approvisionnement. Elles disposent dans chaque EAI d'une ou plusieurs usines (en situation de monopsonie) de traitement des régimes de palmier (première transformation), et de blocs de plantations industrielles. Leurs usines sont approvisionnées tant par leurs propres plantations que par les régimes des planteurs villageois situés dans un rayon d'environ 30 km.

Deux autres sociétés privées dominent la "seconde transformation" (utilisation de l'huile brute pour la fabrication d'huiles raffinées, de savons et de cosmétique) : Blohorn et Cosmivoire. Ces sociétés, situées en Abidjan, achètent l'huile brute aux 3 sociétés de transformation précédemment citées.

En terme d'actionnariat, la filière est largement dominée par le groupe Unilever qui détient 61 % de Palmci, la principale société de première transformation, et 89,9 % de Blohorn, principale société de seconde transformation.

Les entreprises directement en relations avec les planteurs sont celles de la première transformation. Au moment de la privatisation, le cahier des charges prévoyait que ces sociétés assurent encore pendant un certain temps (et de façon provisoire) des prestations au compte des planteurs : la collecte des régimes du champ des planteurs à l'usine, l'entretien des pistes, l'encadrement des planteurs et l'approvisionnement des planteurs en intrants (semences, engrais). Ce sont ces prestations que veulent aujourd'hui reprendre à leur compte les coopératives au titre de leurs activités économiques.

- ***Les coopératives de planteurs***

Le cahier des charges de la privatisation prévoyait de favoriser une autonomisation des planteurs sous forme de coopératives, conformément à la nouvelle loi sur les coopératives (1997). Le mouvement initié par l'association qui représentait les planteurs de palmier (APPCI) et par l'OTG (un organisme d'Etat spécialement créé pour promouvoir les coopératives), soutenu par les bailleurs de fonds et les sociétés privées, devait conduire à la constitution d'une coopérative par bassin d'approvisionnement ou EAI (il existe 12 EAI). Le schéma est un peu modifié aujourd'hui, et dans certains bassins deux coopératives coexistent, mais au total 11 coopératives de planteurs de palmier à huile ont été agréées conformément à la nouvelle loi. Les coopératives se sont constituées autour d'objectifs économiques qui sont la reprise des activités de collecte, d'encadrement des planteurs et d'entretien des pistes, et autour d'objectifs de développement économique et social de la région.

- **L'Etat**

Les directions qui interviennent ou qui sont susceptibles d'intervenir dans la filière sont nombreuses : Cabinet du Ministère de l'Agriculture, Direction générale de l'Agriculture, Direction de la Production Végétale, Sous-direction des cultures pérennes industrielles, Direction de la DOPA (appui aux OPA).

L'Etat joue, en principe, un rôle d'arbitrage et de régulation. Par rapport à la fixation des prix des régimes de palmier (prix national et semestriel) il arbitrait régulièrement les négociations, et vient de commanditer une étude pour proposer un nouveau mécanisme. Par rapport au transfert des activités de collecte, encadrement et entretien des pistes, il suit les négociations et vient de prendre 3 arrêtés. Mais ces 3 arrêtés surviennent après deux années de tensions, de conflits entre sociétés de transformation et coopératives de planteurs, pendant lesquelles la capacité d'arbitrage de l'Etat était mise en cause.

2.1.2.2. Tensions entre acteurs de la filière

Les tensions entre opérateurs de la filière portent principalement sur les points suivants :

- *Sur le mécanisme de fixation des prix du kilo de régime.* Depuis la chute des cours internationaux, la fixation du prix d'achat du kilo de régime par les usiniers fait l'objet de négociations délicates, donnant lieu à différentes grèves des planteurs. Actuellement le mécanisme de fixation des prix n'est pas clarifié.
- *Sur le transfert des activités économiques aux coopératives.* Les coopératives revendiquent que les activités assurées provisoirement par les usiniers, à savoir la collecte, l'encadrement des planteurs et l'entretien des pistes, leur soient cédées. Ce qui n'est toujours pas effectif.
- *Sur le mode de développement de la filière.* La filière au cours des plans palmiers (1963-1990) a été impulsée sur un mode de développement industriel. Cela dit, l'exploitation du palmier sous des formes moins intensives et la valorisation locale artisanale de l'huile ont continué à exister dans certaines zones, et tendent à se développer dans le contexte de libéralisation. Cette sous-filière est perçue par les industriels et certains représentants des coopératives comme un frein au développement industriel de la filière, porteur d'une plus grande efficacité économique¹⁰.

Des spécificités structurelles liées à la filière, et des événements extérieurs plus conjoncturels permettent d'expliquer cette situation.

La chute des cours sur les marchés internationaux depuis fin 1999 a conduit à une diminution du prix d'achat des régimes au planteur, prix jugé inacceptable par les planteurs. Cette chute des cours a non seulement conduit à une forte diminution des revenus des planteurs, mais aussi à une situation déficitaire des sociétés de première transformation. Ce contexte accentue les tensions entre opérateurs de la filière, quant au partage de la valeur, mais aussi par entraînement, sur toutes les autres négociations.

Par ailleurs, la nature même de la plante et du produit génèrent des incertitudes fortes. Les produits valorisés par les planteurs, essentiellement les régimes de palmier, vendus aux usiniers, sont des produits périssables (pas de conservation du fruit sur pied ou en stock). En principe, les régimes doivent être usinés dans les 48 heures qui

¹⁰ Ce point sera abordé dans le cadre de l'Objectif 3.

suivent la récolte ; ils sont donc transformés sur place. *Cette périssabilité génère de fortes incertitudes entre acteurs de la filière*, dans un contexte où les modes de contractualisation encore incertains sont en cours de redéfinition. Elle limite la flexibilité de vente des producteurs. Elle nécessite par ailleurs une planification de la collecte pour assurer un approvisionnement journalier de l'huilerie sans provoquer de saturation.

A cela s'ajoute *la spécificité "pérenne" de l'arbre qui rend difficile les ajustements entre production totale et capacité de traitement de cette production* qui doit être usinée sur place. Une fois la plantation créée, il est difficile de changer de culture pour s'adapter à des défaillances sur le marché, telle qu'une sous-capacité locale de traitement des régimes. Par ailleurs, l'entrée en production au bout de 4 ans nécessite des prévisions à moyen terme sur l'ajustement entre production et capacité de traitement dans chaque bassin d'approvisionnement. Avant la privatisation, dans le cadre d'une gestion intégrée et centralisée par Palmindustrie, la planification constituait un point essentiel dans l'organisation : les plants étaient distribués de façon contrôlée, les prévisions de production permettaient d'ajuster les besoins futurs en matière de transformation industrielle. Cette spécificité de la filière provoque *un besoin récurrent de "planification"*, et donc de concertation entre les acteurs de la filière, surtout depuis que celle-ci est privatisée : les planteurs ont un accès libre aux semences, les créations et extensions des superficies ne sont plus contrôlées par ceux qui détiennent la capacité de traitement des régimes (sociétés industrielles).

La production des régimes est saisonnière. Elle n'est pas régulière sur toute l'année et enregistre un pic de production entre février et juin. L'ajustement parfait entre capacité de traitement et production collectée en période de pointe, signifie qu'en période creuse les usines sont sous-approvisionnées.

Dans un contexte où certaines usines seraient en sous-capacité de traitement en période de pointe, d'autres transformateurs pourraient absorber une partie du surplus de production. Cela dit, ces opérateurs supplémentaires accroissent l'effet saisonnier en période creuse.

Enfin, *les spécificités liées au système d'exploitation industriel* mis en place sont déterminantes dans les modes d'organisation de la filière privatisée.

La filière palmier, depuis 1963 et via les Plans palmier, a été promue sous une forme agro-industrielle : création de blocs de plantations industrielles et d'usines de traitement des régimes de grande capacité (20 à 30 t/h), création de plantations villageoises sous contrat avec la société d'Etat rendant la livraison de leur production aux usines obligatoire. Cette concentration de la transformation dans des huileries centrales de grande taille a été justifiée par un souci d'économie d'échelle et de rentabilité.

Aujourd'hui les usines ont été rachetées par des sociétés privées, qui ont quasiment le monopole de la transformation. Cette situation apparaît peu compétitive mais pourrait évoluer. Elle crée par ailleurs une situation d'asymétrie d'information et d'inégalité de pouvoir de négociation en défaveur des planteurs.

En même temps, ces sociétés ont acquis des équipements très spécifiques, non convertibles, et qui, pour être rentabilisés, doivent être utilisés au maximum de leur capacité.

Ces spécificités de la filière conduisent à un besoin de contractualisation entre les opérateurs de la filière ; besoin de contractualisation qui semble avoir été déterminant dans les orientations décidées au moment de la

privatisation. Le cadre réglementaire lié à la privatisation de la filière insiste sur les relations entre opérateurs (notamment usiniers et coopératives), "fondées sur une base contractuelle", notamment dans le cadre d'une interprofession.

La privatisation de la filière accentue le climat de méfiance entre acteurs parce qu'elle multiplie les zones d'incertitude. Elle s'est en effet traduite par une décentralisation des activités et des décisions, une complexification des échanges, une évolution des systèmes productifs et une ouverture du champ des possibles pour les planteurs.

Ainsi, pour les sociétés privées ou les unités de transformation se pose *la question de la sécurisation des approvisionnements en quantité et en qualité (du matériel végétal)*, pour les planteurs se pose *la question de la garantie de débouchés pour les régimes*, au niveau de la filière, *la capacité des coopératives à assumer au plan organisationnel et financier ce transfert des charges* précitées et enfin au niveau de l'Etat, *la capacité des pouvoirs publics à assumer le rôle d'arbitrage et régulation* qui est le sien en situation de déséquilibre des rapports de forces (usiniers – coopératives de planteurs). Ce dernier point est particulièrement notable lorsque nous abordons la problématique des tensions sur le mécanisme de fixation des prix (Mémoire Cherif Sadia) et sur le transfert des charges (une partie du sujet de thèse de F. Aka Adié) que nous détaillons ci-après.

2.1.2.3. Tensions sur le mécanisme de fixation des prix

Au moment de la privatisation, un mécanisme de fixation des prix a été mis en place. Ce mécanisme avait pour référence le prix de l'huile de palme brute sur le marché international (Caf Rotterdam). A partir de ce prix Caf Rotterdam converti en FCFA au taux de change officiel, une valeur équivalente régimes est calculée sur la base des taux d'extraction de l'huile de palme brute et des palmistes. Pour fixer le prix d'achat rendu carreau-usine aux planteurs, toutes les charges de production et de commercialisation de l'huile de palme brute imputables aux régimes issus des plantations villageoises (PV) sont déduites. Sont donc déduites du prix carreau-usine les prestations réalisées par les usiniers pour le compte des planteurs. Ces charges concernent les coûts de collecte, d'entretien des pistes et d'encadrement. Ces déductions permettent d'obtenir le prix brut "bord champ". La fixation de ce prix est semestrielle, et fait l'objet de négociations entre usiniers et planteurs (et en présence de l'Etat) sur les taux à prendre en compte dans le calcul.

Ce mécanisme a fonctionné jusqu'en fin 1999, date de la chute des cours mondiaux de l'huile de palme brute. Les cours sont passés de 500\$ à 300\$ en Novembre 1999. La prise en compte de cette baisse va amener les agro-industriels à proposer un prix de 17 FCFA/kg de régimes au lieu de 30 CFA/kg en avril-septembre 99, et 37 CFA/kg en 1998. Ce prix a été jugé inacceptable par les coopératives de planteurs. Suite à des négociations délicates, n'aboutissant pas, les planteurs ont organisé une grève afin d'amener les usiniers à relever le prix d'achat. Les différentes grèves des planteurs ont, à chaque fois, permis de reconsidérer à la hausse le prix d'achat.

Pour mettre un terme à la situation de conflit relatif au prix d'achat, l'Etat, dans son rôle d'arbitre, a mis en place un comité de négociation composé des représentants des agro-industriels, des coopératives et du Ministère de l'Agriculture. Ce Comité de négociation a pour mission de trouver une solution au conflit sur les prix. En vue de

mener à bien cette mission, il a recommandé à deux reprises une étude sur les prix et la proposition d'un nouveau mécanisme de fixation des prix.

La première a été réalisée par BNETD/Horus Entreprises. A la suite de cette étude, le mécanisme proposé est fondé sur la répartition du prix FOB équivalent régimes entre les usiniers de première transformation et les planteurs. Elle n'a pas été acceptée par les opérateurs de la filière.

Une autre étude est alors confiée au CREMIDE en vue de proposer un mécanisme de fixation de prix équitable et accepté par les partenaires de la filière. Cette étude propose un mécanisme basé sur un prix appelé prix de parité à l'importation. Selon cette étude, étant donné que la production nationale d'huile de palme brute est vendue en majorité sur le marché national, il convient d'utiliser le mécanisme basé sur l'approche prix de parité à l'importation. Ce nouveau mécanisme permet aux planteurs, s'il est appliqué, d'obtenir un prix rémunérateur plus important qu'avec l'ancien mécanisme, mais renchérit le coût d'achat de l'huile rouge par les industries de seconde transformation, qui elles, refusent alors d'adopter ce mécanisme.

Les conflits sur le prix perdurent pour deux raisons essentielles : la méfiance entre acteurs et le manque de règles.

Méfiance entre partenaires pour cause de non-transparence

Depuis la chute des cours mondiaux sur le marché mondial, les planteurs souhaitent plus de transparence dans la lecture des différentes charges à prendre en compte dans la fixation du prix, telles que présentées par les usiniers. Selon eux, certaines charges présentées sous la désignation "amortissement, frais financiers et frais généraux" doivent être explicitées par les usiniers pour évaluer la nécessité de les prendre en compte dans la fixation du prix. Pour les coopératives ces charges ne doivent pas être imputées aux plantations villageoises. Ce que refusent de faire les agro-industriels en faisant remarquer aux planteurs que leurs coûts de production sont irréalistes. Chaque acteur reproche à l'autre de ne pas présenter ses véritables coûts et de les surévaluer. Sur ce point l'arbitrage fait défaut.

Absence de règles de fixation des prix

Ces tensions ont aussi pour origine le manque de règles fiables de fixation du prix. En effet, depuis la privatisation de Pamindustrie, le prix résulte de négociations entre les acteurs. Il n'existe pas de véritable mécanisme qui s'impose aux acteurs. Cette situation est aussi imputable aux difficultés d'arbitrage de l'Etat. Cinq années après la privatisation, la règle juste de fixation de prix constitue encore une question en suspens.

2.1.2.4. Tensions sur "le transfert" des activités aux coopératives

La privatisation de la filière a donné lieu à un cahier des charges et à un cadre réglementaire. Mais d'une part ce document n'a pas une valeur législative, d'autre part les éléments qui y sont inscrits sont peu clairs et laissent libre cours à différentes interprétations.

Actuellement, et depuis la privatisation en 1997, les usiniers assurent les prestations au compte des planteurs (collecte, encadrement, entretien des pistes). Ce service est déduit du prix carreau usine pour donner un prix

bord champ au planteur. Au moment de la privatisation, il a été convenu que les usiniers assureraient ces prestations, de façon transitoire, les planteurs étant à ce moment encore non-organisés pour le faire.

Les coopératives de planteurs se sont créées sur des objectifs communs qui sont de s'organiser pour reprendre en main ces prestations. La cadre réglementaire précise en effet qu'à terme, ces activités seront transférées aux coopératives. Mais les délais et conditions pour l'effectuer restent flous.

L'Etat en privatisant la filière s'est désengagé, mais est censé jouer un rôle d'arbitrage. Il est donc sollicité pour trancher sur les points qui restent flous.

Autour de cas, une première analyse des logiques d'acteurs, des stratégies et des ressources mobilisées par les différents acteurs est réalisée.

Les logiques d'acteurs :

- Les usiniers (sociétés de transformation) travaillent dans une logique de sécurisation de leurs approvisionnements avec en arrière-plan la contrainte de la concurrence sur le marché international de l'huile, qui nécessite une performance des unités de production et de transformation de l'huile, avec comme stratégie, un approvisionnement massif de leurs usines pour augmenter leur rentabilité. Ils mettent en doute la capacité des coopératives à assurer un service efficace.
- Les coopératives mettent en avant la fonction de bien-être social et économique et de défense des intérêts de leurs membres, les planteurs. Pour elles, cela passe par la reprise des activités de collecte, d'encadrement et d'entretien des pistes, et des activités sociales liées (prêts scolaires, approvisionnements en intrants à crédit, etc.). Elles justifient la légitimité de leur revendications par le nombre d'adhérents qu'elles représentent, et font pression sur l'Etat pour l'amener à prendre des mesures, notamment un arrêté et la mise en place de conventions de transferts des activités.
- L'Etat exprime son souci de préserver une filière en état de fonctionnement réel qui satisfasse le maximum d'acteurs. Le transfert des activités aux coopératives relève d'une décision de l'Etat, qui engage alors toute sa responsabilité.

Les stratégies développées :

- Les usiniers jouent de leur position de quasi-monopole dans l'achat des régimes et de l'huile brute. Cela s'est traduit ces deux dernières années par un relâchement des activités réalisées au compte des planteurs. Après deux années de tentative de négociation avec les acteurs de la filière, les usiniers tentent de mettre en place des stratégies de marché plutôt que de contractualisation avec les coopératives. Ils sous-estiment la capacité réelle des coopératives (insuffisance de moyens financiers, de personnel et d'infrastructures) à exécuter les activités. Cette stratégie vise à garder le contrôle des activités de collecte.
- Les représentants des coopératives ont créé un collectif pour mieux défendre les intérêts de leurs membres. Ensemble ils ont déjà mené des actions ponctuelles mais efficaces : grèves, projet de marches sur la Primature. Ils mobilisent différentes ressources sociales et intellectuelles dans les différentes négociations (la majorité des dirigeants ont été des fonctionnaires de l'ancienne société d'Etat Palminindustrie). Les études en cours continuent le répertoir de la multiplicité des ressources mobilisées.

Les contraintes auxquelles les acteurs sont confrontés

- L'Etat éprouve des difficultés dans la prise de décision ou de mesures d'arbitrage. 3 arrêtés ont récemment été pris, mais de nombreux points d'ombre subsistent. Les raisons de la faible capacité d'arbitrage de l'Etat constituent un point nodal des recherches en cours.
- Les coopératives sont handicapées par le manque de moyens financiers et les crises perpétuelles et les négociations incessantes qui les rapprochent en même temps qu'ils les affaiblissent face à leurs vis-à-vis. Elles doivent supporter des coûts des infrastructures déjà investis, cela, sans activité réelle. Elles doivent également faire face aux contestations multiples des membres qui ne voient encore aucune activité gérée à leur profit par les coopératives.

Ressources investies par les différents acteurs

Les coopératives

- Au plan social, les dirigeants de coopératives sont pour la plupart issus de l'ancienne société d'Etat Palminindustrie et ont occupé des postes de responsabilité. Ils sont ainsi en contact avec des membres des sociétés privées avec qui ils ont déjà travaillé par le passé. Ils mobilisent leurs compétences en tant qu'anciens cadres de la société, et leurs expertises dans la gestion de cette filière. Ce statut leur confère aussi une base d'information qu'ils exploitent dans les négociations avec les autres acteurs. Par ailleurs, ils peuvent s'appuyer sur les planteurs de palmier à huile membres dont le nombre justifie une capacité à négocier en leur faveur.
- Au plan politique, ils s'appuient sur des représentants du Minagra qui ont exercé des activités dans les sociétés qui avaient en charge la gestion de la filière et sont également conseillés par certains membres du cabinet du Premier Ministre.
- Au plan économique, ils comptent sur la capacité d'autofinancement et d'autogestion provenant des cotisations des membres des coopératives (2 Fcfa/kg ou 4 tonnes de régime), parts sociales libérées, prélèvements au titre des OPA (0,5 Fcfa/kg), les bénéfices des ventes de matériels et d'intrants, financement des activités par des bailleurs de fonds ou des opérateurs économiques, etc.

Les usiniers

- Au plan socio-technique, ils mobilisent les compétences de leurs personnels dans divers domaines de la filière palmier ainsi que les réseaux sociaux de ces derniers
- Au plan politique, ils disposent d'un capital relationnel parmi les représentants du Minagra dont ils savent mobiliser informellement l'expertise dans la prise de certaines décisions. Ce capital social dans le circuit

administratif fonctionne comme un réseau d'information qui participe à l'asymétrie d'information dont le poids n'est pas négligeable dans le déséquilibre des rapports de forces.

Au plan économique, leur poids économique justifié par les ressources provenant de la vente de l'huile de palme, de la transformation de l'huile rouge (savon, huile de table, etc.), et leur actionnariat les placent favoris dans ce déséquilibre des forces en présence.

Arrangements institutionnels

Le cadre réglementaire inopérant, qui semble être à la base des tensions entre les acteurs de la filière, est délaissé au profit de négociations sous l'arbitrage de l'État. Ces négociations ont abouti à l'ébauche de conventions instituant de nouveaux rapports contractuels entre usiniers et coopérateurs. L'Etat vient d'adopter un décret de transfert des activités aux coopératives. Notons que le transfert des activités concerne trois coopératives pour l'instant (Cooppha, Coopenek, Palm-Ehania) qui ont été jugées compétentes à la suite d'une évaluation réalisée par les représentants de l'État.

2.1.3. Valorisation

Un premier état des lieux sur l'organisation de la filière a été publié :

CHEYNS E., AKINDES F., AKA ADIE F. *La filière palmier à huile en Côte d'Ivoire trois ans après la privatisation : Etat des lieux d'un procès de recomposition institutionnelle*. OCL, 7, 2, mars-avril 2000 : 166-171.

Certaines notes ou résultats sont confiés aux coopératives et au Ministère comme apport d'information aux acteurs de la filière.

2.1.4. Poursuite des travaux en année 2

Ces recherches sont en cours dans le cadre d'un mémoire et d'une thèse et seront poursuivies (entretiens, enquêtes, etc.).

2.2. Dynamique de l'action coopérative, nouvelles formes de légitimité et conditions d'appropriation des nouvelles normes

L'objectif principal (objectif 2) de ce thème de recherche était initialement décomposé en 4 sous-objectifs :

- Identifier les contraintes à l'émergence d'organisations de type coopératif.
- Analyser les stratégies individuelles et collectives des producteurs ainsi que les mécanismes d'appropriation et de "détournement" des normes coopératives qui leur sont proposées.
- Relever les points de blocage liés à la nature des normes imposées et les formes d'accord qui sont susceptibles de réduire les tensions.
- Identifier les processus de recomposition qui découlent de la confrontation des normes et des dispositifs mis en œuvre par les politiques avec des règles préexistantes.

2.2.1. Opérations prévues et réalisées

Les opérations prévues dans le cadre de cet objectif de recherche sont les opérations 1 et 5 (cf. réponse appel d'offre, juin 2000) : opé 1 *"Mise en place d'un dispositif de concertation avec les opérateurs de la filière"*, et opé 5 *"Approche participative coopératives"*.

Ces opérations ont été lancées, mais uniquement dans le cadre des coopératives. Le dispositif de concertation est mis en place avec les représentants des coopératives de planteurs, avec qui nous avons initié une recherche participative. Par contre il n'a pas été possible de mettre en place ce dispositif incluant tous les acteurs de la filière pour deux principales raisons : les relations entre opérateurs étaient très tendues voire conflictuelles, elles étaient par ailleurs déjà très fréquentes dans le cadre de réunions de concertations au niveau du Ministère et il nous semblait difficile de re-mobiliser les principaux intervenants dans ce contexte.

Le travail mené avec les coopératives s'est traduit par deux principales actions que nous détaillons après :

- Le lancement d'une thèse par un étudiant de sociologie à l'Université de Bouaké, encadré par F. Akindès et E. Cheyns, sur ce sujet : **« Libéralisation et dynamique de l'action coopérative dans la filière palmier à huile »**. L'étudiant est ainsi en contact régulier avec les dirigeants des coopératives et leurs membres. Avec eux, il réalise des interviews, des enquêtes, et participe à des réunions, etc.
- La réalisation d'une étude-diagnostic participative des coopératives, menée en association avec une ONG spécialisée dans le suivi des coopératives : Socodevi.

Thèse en cours en sociologie par F. Aka Adié :

Le sujet de thèse a été discuté plusieurs fois au cours de réunions de l'équipe (voir annexe 1 : présentations en powerpoint).

Les actions menées par l'étudiant sont :

- Documentation sur :
 - la filière palmier à huile avant et après la privatisation ;
 - le cadre institutionnel avant la privatisation de la Palmindustrie ;

- l'appel d'offre élaboré par la cellule technique du comité de privatisation du Cabinet du Premier ministre (avril 1996) ;
 - le cadre réglementaire extrait du cahier de charge de la privatisation ;
 - des textes législatifs (loi et décret de la nouvelle loi relative aux coopératives) ;
 - des ouvrages théoriques tels que la théorie des champs (Bourdieu), l'économie de la convention (Boltanski et Thévenot), la théorie de la régulation (Reynaud), l'analyse stratégique (Crozier et Friedberg), etc.
- Entretiens individuels ou de groupe auprès des acteurs de la filière palmier:
 - l'État représenté par le Minagra (2 personnes interviewées au ministère de l'agriculture, sous direction des cultures pérennes industrielles) et la DOPA (1 interviewée) ;
 - les structures d'encadrement des coopératives telles que l'Anader (1 personne interviewée) ;
 - les représentants des usiniers de première transformation telles que Palmci (1 personne interviewée) ;
 - les dirigeants de coopératives - Cooppha, Coopalco, Coopplato, Coopenek, Palm-Ehania, Coopebak (10 personnes interviewées) ;
 - les planteurs villageois de palmier à huile des secteurs couverts par les coopératives telles que la Cooppha, la Coopplato, la Coopenek, la Coopalsa, Palm-Ehania, la Cooplahphi (100 personnes interviewées).

Etude diagnostic participative avec les coopératives : E. Cheyns, F. Aka Adié., F. Akindès

Cette étude a impliqué 3 membres de l'équipe, mais aussi un chercheur du Cirad résidant au Cameroun venu en mission, et deux agents de Socodévi présents en Côte d'Ivoire.

Les termes de référence de l'étude et les critères d'évaluation des coopératives ont été discutés et validés par les coopératives. L'étude a eu lieu en mai et juin 2001 auprès de 6 coopératives agréées. Les résultats ont fait l'objet de restitution orale et de débats avec les coopératives, et doivent être formalisés dans des rapports.

Au cours de cette étude diagnostic, trois aspects ont fait l'objet d'une attention particulière :

- a) Etude des capacités et contraintes de la coopérative en termes de gestion économique et financière, de son environnement social et économique, de construction des règles et de l'organisation, et des innovations organisationnelles réalisées en vue de l'adaptation à la nouvelle loi et à l'environnement économique (diagnostic interne).
- b) Evaluation de l'adéquation des besoins en facteurs de production des planteurs et des services offerts par la coopérative ou d'autres prestataires. Etude des potentialités et contraintes agronomiques des coopérateurs.
- c) Evaluation de la participation des planteurs à leur coopérative : perception de la coopérative, accès à l'information, contribution à son développement, degré de participation, etc. Au total, 100 planteurs ont été interviewés pour cette étude.

La valorisation de ces résultats est en cours. Le rapport de 59 p sur la coopérative de la NEKA est disponible. Les autres suivront. Aussi, après cette étude, les orientations en terme d'appui sont-elles encore à définir avec les coopératives.

2.2.2. Bref résumé des résultats intermédiaires

2.2.2.1. Les contraintes à l'émergence des coopératives

Les contraintes à l'émergence des coopératives sont de 3 types :

- **Contraintes liées aux normes et aux règles mises en place par l'extérieur**

- La loi sur les coopératives nécessite pour être reconnue officiellement que la coopérative dépose un dossier d'agrément, jugé lourd par les dirigeants des coopératives et certains représentants de l'Etat (DOPA) et d'encadrement des planteurs (ANADER). La constitution de ces dossiers a nécessité de nombreux investissements financiers et humains et des délais relativement longs (2 à 3 ans). 11 coopératives ont aujourd'hui reçu l'agrément. Mais dans certains bassins d'approvisionnement, le manque de ressources financières et intellectuelles, voire sociales, n'a pas encore permis la constitution de coopératives agréées.
- Les conflits d'intérêts et de pouvoir dans le contrôle de la coopérative ne facilitent pas la cohésion des planteurs. La possibilité légale de créer plusieurs coopératives par bassins d'approvisionnement exacerbe parfois les tensions entre leaders de coopératives sur une même zone. Elle rend délicate par exemple la répartition des fonds prélevés aux planteurs au titre de "l'appui aux OPA".
- Le cadre réglementaire (inclus au cahier des charges) de la privatisation instituant les rapports contractuels entre coopératives et usiniers est relativement flou et de fait interprété différemment selon les acteurs qui ont des intérêts divergents. La non-clarification des règles, notamment quant au transfert des activités de collecte, encadrement et entretien des pistes aux coopératives, provoque de nombreuses tensions autour du contrôle de ces activités.

- **Contraintes liées au manque d'information des coopérateurs, et au déficit de communication**

Une autre contrainte identifiée dans l'émergence des coopératives repose sur le manque d'information et de communication entre coopérateurs. Ainsi, des tensions naissent entre les planteurs et leurs dirigeants à cause d'une faible retransmission des informations sur les nouvelles règles construites et sur les activités de la coopérative. Ce qui limite le plus souvent la participation et l'implication des premiers cités dans les activités de leur coopérative.

C'est ce qui ressort des résultats de l'étude diagnostic réalisée auprès de 100 planteurs issus des villages couverts par 6 coopératives agréées (Cooppha, Coopalsa, Coplaphi, Coopenek, Coopplato et Palm-Ehania).

Le fonctionnement des coopératives naissantes a nécessité la participation financière de presque tous les planteurs. Mais, le manque d'information sur les divers prélèvements et cotisations effectuées sur la production des planteurs vont entraîner des déceptions et des désillusions. Des mécontentements se font sentir au bout de deux ans dans presque toutes les zones visitées. Les planteurs dissidents réclament un bilan des activités économiques et financières, l'achat d'engin de collecte pour le ramassage des régimes. D'autres planteurs

dissidents projettent de créer leur propre coopérative. Ils ne posent aucune condition pour rallier la coopérative qui couvre leurs villages.

Manque de confiance dans la gestion

Certains dirigeants de coopérative sont contestés dans la conduite et la gestion des activités de leur organisation. Les planteurs dissidents les considèrent comme des obstacles au fonctionnement de la coopérative. Pour eux "les dirigeants gèrent la coopérative comme un bien personnel". En fait, ils sont sous-informés sur l'orientation des activités initiées par la coopérative.

Le faible investissement des planteurs dans la création de leur organisation entraîne une méconnaissance des modalités de construction des règles, des décisions et des membres dirigeants de la coopérative.

Reconnaissance mitigée des dirigeants

La connaissance des dirigeants de la coopérative reste faible. Elle est réduite au délégué, au président, au directeur de la coopérative et à l'Administrateur du secteur. Les autres dirigeants sont presque méconnus. La raison est qu'il existe un déficit d'investissement collectif et de participation des planteurs à la désignation de leurs leaders. 51 enquêtés sur 100 ignorent comment ils sont choisis tandis que 46 enquêtés ignorent leurs responsabilités. 93 enquêtés ne connaissent pas les structures de leur coopérative. De même, l'évocation des problèmes de la coopérative est réduite le plus souvent aux préoccupations personnelles

Faible participation des planteurs à la production sociale des règles

Les enquêtés se caractérisent par une très faible connaissance des règles du jeu coopératif liées à une faible retransmission des textes. Ici 87 planteurs sur 100 ne connaissent pas les règles de leur coopérative. Ils participent rarement à la définition des règles. Nombre de planteurs (77 enquêtés) ignorent qui définit les règles de la coopérative. De même, ils méconnaissent les textes de la coopérative (89 enquêtés). Les décisions et le contrôle des activités de la coopérative sont également méconnus par 81 enquêtés.

Faible participation des planteurs aux décisions

Les planteurs, dans leur majorité (37 enquêtés), ignorent comment les décisions se prennent au sein de leur organisation. En revanche, ceux qui le savent, affirment que les décisions se prennent à l'Assemblée Générale (9 enquêtés), au Conseil d'Administration (6 enquêtés) ou avec l'ensemble des planteurs (2 enquêtés). Les personnes qui décident sont connues par 40 enquêtés sur 100. Les planteurs affirment ne pas être approchés pour donner leur avis sur les décisions de la coopérative.

Faible accès aux informations concernant les activités de la coopérative

Seulement, 25 planteurs enquêtés sur 100 affirment être informés des activités de leur coopérative. Ces informations sont par ordre d'importance le prix du kg de café et du kg des régimes de palmier, les prélèvements effectués, la construction de mini-huilleries, le fonctionnement de la coopérative, l'entretien des pistes et les grèves. Ces informations sont irrégulièrement retransmises (deux mois à un an). Même les négociations en cours (fixation du prix des régimes et transfert des activités) sont méconnues par 70 planteurs sur 100 enquêtés.

Des sources variées d'informations mais peu mobilisées

Les informations reçues proviennent le plus souvent des réunions, des convocations, des tableaux, des informations orales (à la criée) dans les villages. Ce sont les délégués qui retransmettent le plus souvent les d'informations aux planteurs. Ensuite, viennent le président, le directeur et l'Administrateur du village. D'autres planteurs s'informent auprès des agents des usiniers. Enfin, les planteurs s'informent les uns auprès des autres.

Les dirigeants des coopératives ont accepté cette partie du diagnostic, reconnaissant l'inexistence d'un circuit d'information fiable et viable. Ils attribuent cela au manque de ressources financières (déplacements importants) inhérent au blocage des négociations sur le transfert des activités.

- **Contraintes liées à l'environnement**

Les relations entre usiniers et coopératives sont conflictuelles. Elles ne facilitent pas la mise en place des coopératives, dont l'attribution de fonctions économiques dépend certes d'une intervention de l'Etat, mais aussi de négociations entre usiniers et coopératives, sur les modalités du transfert dans un premier temps, puis de façon continue sur les tonnages à amener à l'usine chaque jour, le règlement des factures, etc.

Les usiniers craignent que le transfert des activités, notamment de la collecte, aux coopératives insécure l'approvisionnement de leurs usines en régimes. Ils sont ainsi réticents à ce que le transfert ait lieu, et tendent à en ralentir la mise en œuvre. Le blocage des négociations est par ailleurs accentué par le climat de méfiance entre usiniers et représentants des coopératives qui empêche l'élaboration de compromis.

Dans ce contexte, les coopératives mobilisent l'essentiel de leurs ressources dans le processus de négociation par des relances régulières, mais ne gèrent toujours réellement aucune activité économique. Cette situation d'attente favorise un climat de suspicion des adhérents des coopératives vis à vis de leurs dirigeants. Depuis deux ans les membres cotisent et se mobilisent autour d'objectifs communs, notamment celui que la coopérative prenne en charge et réalise efficacement la collecte de régimes de ses membres, ce qu'elle a "promis". Or depuis deux ans, la collecte, toujours réalisée par les usiniers dans le contexte de blocage des négociations, a été très mal organisée. Les planteurs, mal informés, s'en prennent à leurs représentants. La situation d'attente est ainsi préjudiciable à l'instauration d'un climat de confiance entre dirigeants et membres des coopératives.

2.2.2.2. Modes de résolution des conflits

Actuellement, différentes actions sont menées pour tenter de clarifier les règles :

- Formation d'Unions de coopératives sur les EAI pour résorber le problème de multiplicité des coopératives sur une même zone.
- Négociations entre coopérateurs et usiniers sous l'arbitrage de l'Etat
- Arrêtés pris par le Minagra en février 2002.
- Elaboration de conventions de transfert des activités entre coopérateurs et usiniers remplaçant peu à peu le cadre réglementaire.

La décision de l'Etat de prendre 3 arrêtés et de suivre activement le dossier a largement permis d'accélérer le processus de négociation et la mise en place du transfert des activités aux coopératives, processus qui était bloqué depuis deux ans.

2.2.3. Valorisation

L'étude-diagnostic des coopératives a fait l'objet d'une valorisation à travers *une restitution auprès des dirigeants des coopératives* (Annexe 2). Elle doit encore être présentée sous forme de rapports (un rapport individuel par coopérative, un rapport de synthèse). *Ces rapports sont encore en cours de rédaction.*

Certains outils d'analyse et résultats issus de l'étude diagnostic ont déjà été utilisés par les coopératives comme instruments d'aide à la décision et à la négociation. Par exemple : (i) la réalisation avec les coopératives des budgets d'exploitation prévisionnel sous Excel a permis de réaliser des simulations de budgets en fonction de l'évolution de l'environnement, constituant pour les coopératives un outil d'aide à la décision. Par ailleurs (ii) les résultats ont été présentés au Minagra par les coopératives apportant ainsi des éléments nouveaux pour leur argumentation dans le cadre des négociations en cours.

Enfin, l'étudiant en thèse constitue des notes intermédiaires sur l'état d'avancement de ses travaux, mais qui restent en diffusion interne à l'équipe. La valorisation de son travail devrait se faire en année 2.

2.2.4. Poursuite des travaux en année 2

Les trois sous-objectifs suivant doivent être approfondis :

- Analyser les stratégies individuelles et collectives des producteurs ainsi que les mécanismes d'appropriation et de "détournement" des normes coopératives qui leur sont proposées.
- Relever les points de blocage liés à la nature des normes imposées et les formes d'accord qui sont susceptibles de réduire les tensions.
- Identifier les processus de recomposition qui découlent de la confrontation des normes et des dispositifs mis en œuvre par les politiques avec des règles préexistantes.

En terme d'action, l'étude-diagnostic réalisée avec Socodevi pourrait donner lieu à une seconde phase d'appui aux coopératives.

2.3. Stratégies, logiques d'action et changements des formes de production et de transformation villageoises

Ce troisième objectif de recherche répond dans sa formulation à la préoccupation scientifique suivante : saisir les logiques et stratégies justifiant la diversification par les acteurs villageois, des formes sociales et techniques de production du palmier et de transformation de ses fruits. De façon spécifique, il s'agit d'une part, de mettre en évidence les dynamiques observées au niveau de la production villageoise de palmier, en termes de stratégies d'acteurs, de structuration des réseaux et de formes techniques et sociales de production et, d'autre part, d'identifier des déterminants et conditions d'émergence de ces évolutions ainsi que les conséquences de ces changements.

Ces objectifs spécifiques sont portés par deux hypothèses fondamentales :

- Les tensions liées à la sortie de la centralisation-uniformisation sont le produit de la confrontation entre deux logiques : la logique industrielle et internationale, proche de la standardisation des normes et la logique plus locale et sécuritaire, basée sur la patrimonialisation et la valorisation des ressources, la diversification des revenus et la limitation du risque.
- Les tensions entre les différents acteurs de la filière, vues dans une perspective de sociologie de l'innovation, sont porteuses de changements dans la filière. Elles rendent compte d'une endogénéisation de normes et règles exogènes et contraignent les acteurs de la filière à une co-construction de nouvelles règles et normes socialement et collectivement plus acceptables.

Pour les tester, trois opérations de recherche ont été prévues.

2.3.1. Opérations prévues et réalisées

Les trois autres opérations de recherche prévues dans le cadre de l'objectif 3 sont les suivantes : opé 2 : *"suivi des marchés et de l'évolution de la consommation de l'huile palme"*, opé 3 : *"Dynamique d'innovation dans la production villageoise"* et (opé 4) *"dans la transformation artisanale"*. Un certain nombre d'objets de recherche et d'investigations ont été prévus pour atteindre l'objectif fixé.

Opé 3 : Suivi des marchés et de la consommation locale :

Actions prévues : suivi des prix des produits du palmier sur les marchés locaux, et perception de la qualité des huiles et marchés de consommation de ces produits.

Les actions menées :

- Un relevé des prix des huiles rouges sur les marchés d'Abidjan dans 10 communes, réalisé en avril 2001. Ces enquêtes ont permis d'identifier un différentiel de prix des huiles rouges selon leur qualité. Nous devons mettre en place ce même relevé en 2002 de façon plus périodique.
- Une enquête par entretiens qualitatifs approfondis auprès de 30 ménages dans la ville d'Abidjan. Cette enquête a porté sur la consommation des corps gras, l'usage des huiles de palme, la perception de la qualité des huiles.

Dynamique d'innovation dans la production villageoise :

Actions prévues :

- Un travail d'équipe réunissant J.M. Yung (chercheur au CIRAD basé à Montpellier) et Kouamé Yao (doctorant), sur « Les stratégies des producteurs villageois ».
- Réalisation d'une thèse en sociologie, par Kouamé Yao Séverin sous la direction de F. Akindès.
- La réalisation d'études spécifiques auprès des producteurs pour appréhender leurs trajectoires professionnelles et l'évolution du métier d'agriculteur. Ces études devaient porter aussi sur la détermination des réseaux d'acteurs en présence, la circulation de l'information, les innovations techniques et l'information technique, les formes de contrats et la gestion des conflits.

Actions menées :

- Enquête qualitative sur la dynamique de la production villageoise dans les zones de production de Dabou, Soubré, Divo et Aboisso. Cette enquête s'est faite au moyen d'un guide d'entretien dans lequel les questions posées aux planteurs cherchaient à repérer leur trajectoire professionnelle, les changements dans les systèmes de production et de valorisation de leurs parcelles de palmier et leurs déterminants etc. Elle s'est attachée à mettre en évidence la trajectoire des planteurs et de leurs exploitations, leurs réseaux de relation, leur connaissance des coopératives et la dynamique de leur exploitation du palmier à huile.
- Entretiens sur la question des conflits fonciers dans la filière. Ces entretiens ont été réalisés dans le même temps et dans les mêmes zones que l'enquête sur la dynamique de la production villageoise de palmier. Ils ont été faits sous la direction du Dr Mel Raymond, socio-anthropologue. Il y était question de montrer l'incidence des conflits fonciers sur la culture du palmier à huile. Un rapport en a été rédigé et présenté en powerpoint le 26 novembre 2001 devant les membres de l'équipe de recherche (voir annexe 1).
- Enquête quantitative auprès de 150 planteurs de la région des Lagunes sur l'utilisation des semences tout-venant dans les plantations villageoises de palmier à huile. L'objectif visé était de saisir l'ampleur du phénomène de diversification des formes de production – l'utilisation des semences tout-venant notamment – et de valorisation des fruits du palmier dans cette zone. Particulière pour n'avoir pas bénéficié de la mise en route du second Plan Palmier, la région des Lagunes est l'une des premières zones de production à connaître l'émergence des changements paysans en matière de culture du palmier. Cette position de pionnier tient à la conjugaison de nombreux facteurs au nombre desquels l'on peut citer la proximité des marchés urbains d'Abidjan qui constitue un important attrait pour la captation des produits des parcelles villageoises en situation de non collecte, l'existence d'une tradition toujours présente d'exploitation du palmier à des fins de production d'huile, etc.
- Mission d'enquête conduite par Jean Michel Yung, à laquelle a été associé Kouamé Yao (termes de référence en annexe 3). Elle s'est déroulée dans le courant du mois de septembre-octobre 2001. Couvrant quatre villages de la région des Lagunes et d'Aboisso, elle était essentiellement axée sur la réalisation d'entretiens qualitatifs. L'objectif général poursuivi par l'équipe était de repérer les stratégies des planteurs villageois en recherchant dans leur environnement productif, les contraintes, opportunités et potentialités qui déterminent leurs choix d'itinéraires de production et de valorisation du palmier à huile différents de ceux vulgarisés.

Dynamique d'innovations dans la transformation villageoise

Pour cette opération, il était prévu dans le cadre du programme de recherche :

- La réalisation d'une étude avec l'I2Tet les OPA sur la transformation artisanale.
- Participation à l'organisation d'un séminaire régional avec les opérateurs de la sous-région dans le domaine de la transformation semi-artisanale, préparation des opérations d'échanges de savoir-faire, dans le cadre du programme OPA.
- Certains aspects de la transformation sont contenus dans l'étude du doctorant Kouamé Yao S.

Actions menées :

Dans cette opération, les travaux de thèse de l'étudiant Kouamé Yao S. sont en cours. Une enquête qualitative visant à suivre les évolutions des outils et procédés techniques d'extraction de l'huile de palme a été réalisée

auprès des transformatrices artisanales. Etendue aux régions de Dabou, Aboisso, Soubré et Divo, elle a consisté en la réalisation d'entretiens semi-directifs auprès de plus de 70 femmes autochtones ou allogènes impliquées dans la production et la commercialisation de l'huile de palme artisanale. L'analyse a consisté à procéder à une comparaison des outils et procédés d'extraction en fonction de l'origine des transformatrices, de l'usage final et des débouchés du produit, de la nature des graines utilisées etc. Ces entretiens ont permis de caractériser un certain nombre de procédés techniques d'extraction, de repérer les changements introduits dans les schémas de production par l'introduction de la presse ainsi que les conditions de l'essor de cette activité de production.

La réalisation d'une étude avec I2T et la participation à un séminaire régional avec le programme OPA (MAE) n'ont pu avoir lieu (fin de projet).

2.3.2. Résultats intermédiaires

2.3.2.1. Changements dans la production villageoise

Les itinéraires techniques et normes culturelles vulgarisés auprès des planteurs connaissent des évolutions dans les systèmes productifs villageois. L'on assiste à :

- ***L'utilisation d'une plus grande variété de sols.***

L'éventail des sols utilisés par les planteurs pour la mise en culture du palmier est beaucoup plus large aujourd'hui que celui recommandé par l'encadrement. Pendant longtemps, les services de vulgarisation ont enseigné aux planteurs villageois l'usage de sols profonds, meubles, perméables et à bonne capacité de rétention de l'eau pour la mise en culture de leurs pépinières. Les recrues forestiers et les anciennes plantations de café et de cacao, qui répondaient à ces exigences, existant de moins en moins du fait de la saturation physique et sociale des terres, les normes agronomiques sont donc contournées. Jachères et bas-fonds parfois situés au-delà du périmètre réglementaire (de 30 km), sont aujourd'hui utilisés pour la création de parcelles de palmier. Dans la région de Divo, le palmier coexiste avec le riz dans les bas-fonds. A Dabou, ces surfaces marécageuses, jusqu'alors délaissées à la suite d'inondation après qu'elles aient servi pour la culture de la banane, sont aujourd'hui plantées en palmier.

- ***Un morcellement de plus en plus important des parcelles.***

La livraison aux planteurs villageois des pépinières lors des Plans Palmier était en principe conditionnée par une autorisation de planter sur une parcelle auparavant "inspectée" par un encadreur pour savoir si elle répond aux normes prescrites. Aujourd'hui, la décision de création ou d'extension revient au seul planteur. Selon ses ressources en terre, en capital pour l'achat des semences et l'emploi d'une main d'œuvre extérieure, le planteur organise la création de nouvelles parcelles de palmier ou l'extension de parcelles existantes. Dans ces conditions, et du fait de l'importance du coût élevé des charges d'exploitation pour la création d'une parcelle de palmier à huile sélectionné, assez peu de planteurs réussissent à réunir en une seule fois le capital nécessaire à l'achat et à la mise en culture d'un hectare de plants sélectionnés, lorsqu'ils font le choix d'utiliser ces semences. De nombreuses exploitations sont donc réalisées par la création et l'extension graduelle année après année de petites parcelles. Pour la préparation des parcelles, d'autres par contre s'en remettent à l'utilisation d'une main

d'œuvre chargée de valoriser la parcelle en vivrier pour que soit défriché un espace qui sera utilisé pour le palmier. Les personnes à qui sont confiées ces tâches de création de champ étant peu nombreuses ou ne réalisant que des champs de dimensions modestes, l'utilisation de ces superficies par le planteur est donc fonction de la progression de la création de ces champs au fil des années. Nombreux sont donc les planteurs qui utilisent des plants achetés avec d'autres planteurs ou dans des circuits officiels.

- ***Une utilisation aléatoire des intrants.***

L'usage de semences tout-venant est de plus en plus répandu. Ce matériel végétal de moindre qualité (non sélectionné) acquis soit sous des palmeraies déjà en rapport soit dans des circuits parallèles de commercialisation de semences est largement utilisé en milieu villageois. Dans la région des Lagunes, l'utilisation par les planteurs villageois de semences de palmier à huile "tout-venant" est très fréquente. Une enquête réalisée auprès de 150 planteurs (401 parcelles de palmier) indique que 40 % des superficies plantées par ces producteurs le sont avec du matériel "tout-venant", et 75 % des planteurs interrogés ont au moins une parcelle plantée avec ce type de semence. De plus, depuis la suspension de l'allocation à crédit des principales consommations intermédiaires nécessaires à l'entretien des parcelles, l'usage spontané des engrais, grillages de protection et autres produits phytosanitaires a sensiblement baissé dans les parcelles villageoises.

- ***L'instauration d'une double dynamique de diversification dans la production villageoise :*** association de cultures vivrières, non-respect des normes d'intensification à l'échelle de la parcelle de palmier et diversification des cultures (polyculture) à l'échelle de l'exploitation.

Le respect de distances d'espacement entre les pieds de palmier sur une parcelle est une norme culturelle censée permettre une meilleure oxygénation des plants pendant leur croissance. Beaucoup de planteurs villageois font cependant le choix d'augmenter ou de diminuer cet écart entre les arbres en fonction des contraintes et opportunités qui sont les leurs. Ils réduisent bien souvent pour espérer accroître le rendement à l'hectare de parcelles plantées en arbres généralement non sélectionnés. Vu qu'ils ne se rendent compte pour la plupart de la stérilité des plants qu'à leur entrée en rapport, le fait de planter le maximum de pieds sur une parcelle permet de préserver ses chances d'avoir le maximum de pieds productifs après l'abattage des pieds dits mâles ou stériles. De même, lorsque ces planteurs procèdent à l'augmentation des écartements, deux objectifs sont visés. Soit cette augmentation est faite pour faciliter l'ajout de vivrier au palmier, soit elle répond à un souci de marquage d'un foncier qui, dans bien des cas, alimente des querelles. L'ajout de vivrier avant et pendant la création des parcelles de palmier est devenue une pratique que l'on rencontre souvent. Confiée à des personnes en quête de terre pour la culture de vivrier ou réalisée par le planteur lui-même, cette pratique participe de la préparation de la parcelle. L'espace défriché est utilisé pour la réalisation des trous dans lesquels sont installés les jeunes plants. Ainsi, ils bénéficient de l'entretien effectué sur le vivrier avec lequel ils coexistent. Le marquage du foncier, l'autre justification de l'augmentation des écartements est en rapport avec les nombreux conflits sur les terres. Les nombreuses revendications qui ont cours dans les communautés villageoises conduisent certains planteurs à utiliser le palmier comme marqueur de leur droit sur une parcelle. Culture pérenne à durée de vie se situant entre 20 et 25 ans, lorsqu'elle est plantée et qu'un différend survient, soit on demande à la personne qui l'a plantée d'abattre les arbres et de rétrocéder les terres. Dans ce cas, la vente des pieds lui rapporte de l'argent et le dédommagement en partie de son investissement initial. Soit on lui accorde un sursis le temps que les palmiers atteignent leur âge limite et que l'on considère que l'intéressé a eu le temps de jouir des fruits de son effort de valorisation de la terre litigieuse.

A côté de l'association de cultures qui est réalisée sur les parcelles de palmier, les planteurs procèdent à une diversification des cultures à l'échelle de l'exploitation. Le palmier est dans ces conditions une spéculation dont la prééminence est quelque peu contrebalancée par des cultures telles que l'hévéa et le manioc. Le palmier n'est donc plus toujours une culture principale. Entre les années 60 et 90, la relative stabilité de la filière du fait de la forte implication de l'Etat a permis de garantir aux paysans un prix d'achat moyen et la certitude d'écouler leurs productions. Cependant, avec la chute des cours et l'irrégularité des collectes et de la paie, le planteur est dans un environnement de plus en plus incertain. Il a fallu au planteur mettre en place un ensemble de cultures pour faire face aux contrecoups de la chute des prix. C'est ainsi que ceux qui disposent encore de terres, se mettent en même temps à l'hévéa et au palmier, en plus de disposer de parcelles de cultures traditionnelles comme le café et le cacao. Avec cette situation, il est assez peu fréquent aujourd'hui de rencontrer des planteurs qui ne tirent leur revenu que du seul palmier.

- ***L'émergence de nouvelles formes de contrats de travail dans la rémunération de la force de travail extérieure et la pratique d'une intensification sélective.***

Le renchérissement de la main d'œuvre, la suppression des avances sur la production qui servaient à payer les charges d'entretien des jeunes parcelles, l'influence de la chute des cours sur les revenus paysans ont conduit les planteurs villageois à rechercher des modes nouveaux de rétribution de la force de travail extérieure à laquelle ils ont recours pour le travail sur leurs parcelles. La valorisation de la terre à planter en palmier est généralement confiée à des populations non-détentrices de droit de propriété terrienne, à des fins d'exploitation de deux types. Un premier type permet à des populations allogènes pour la plupart de planter ou de complanter la parcelle de palmier en vivriers et en légumineuses les 3 ou 4 premières années de la création. Cette association (de cultures et d'exploitants) se fait sous réserve du partage des récoltes annuelles selon des modalités variables. Les exploitants temporaires de la terre ont obligation de céder soit la moitié soit le tiers de la production obtenue au propriétaire de la parcelle de palmier. Un second type de mode de faire – valoir donne lieu à une exploitation du genre "location- bail" des terres par des particuliers en vue du partage de la surface valorisée en palmier. Ces derniers n'ont pas pour la plupart l'activité agricole comme occupation première. Ils louent la terre pour une période, généralement le temps de la durée d'exploitation maximale du palmier c'est à dire 25 ans. Cette location s'effectue avec en contrepartie la rétrocession au propriétaire terrien d'un pan de la parcelle créée dès l'entrée en production ou même bien avant. Ces deux pratiques permettent ainsi dans leur mise en œuvre de limiter l'investissement en temps et en numéraire du planteur. Lorsqu'une main d'œuvre extérieure est déployée, des modes de rémunération différents sont pratiqués en fonction de l'âge de la parcelle. En phase de création, les manœuvres reçoivent généralement un salaire fixe. Cependant, à la production, leur rémunération mensuelle est proportionnelle (au tiers ou à la moitié, avec ou sans déduction des dépenses en intrant effectuées par le planteur) à la quantité de régimes proposée à la collecte. Cette proportionnalité est aussi usitée lors des contrats à la tâche comme l'élagage des feuilles de palme, la coupe des régimes et leur mise en tas. Principalement exécutée par des femmes, cette dernière tâche donne lieu le plus souvent aussi à une rétribution en nature de la prestation de travail. Les fruits détachés servant souvent à la rémunération de ces porteuses de régimes, cette pratique est certainement l'un des éléments d'explication de la persistance de la transformation artisanale.

- ***Une forte implication des petits planteurs dans le développement des changements constatés.***

Ces derniers, catégorie des planteurs villageois disposant pour l'essentiel de moins de cinq hectares de plantation de palmier, représentent près de 82 % exploitations dans la région des Lagunes par exemple. Malgré

leurs modestes dimensions, ces plantations contribuent pour près de 50 % à l'approvisionnement des huileries en régimes villageois. Elles sont les plus concernées par les changements apportés aux systèmes d'exploitation du palmier à huile dans la mesure où leurs propriétaires sont les plus influencés par les fluctuations des prix d'achat aux producteurs, les difficultés de collecte et les suspensions d'allocations de crédits agricoles pour la fourniture semence et en intrants. Les changements dans les formes de production et de valorisation du palmier à huile et de ses fruits sont pour ces exploitants des choix stratégiques mis en œuvre pour s'adapter à un environnement difficile. Avec le désengagement de l'Etat au profit d'investisseurs privés et la suspension des mesures incitatives d'aide et d'encadrement à la production, ces planteurs villageois sont passés d'un environnement de la production fortement encadré à un contexte de privatisation et de libéralisation de la filière. Cette nouvelle donne, tout en générant des contraintes nouvelles, apporte des opportunités et potentialités de production et d'exploitation nouvelles dont le planteur villageois doit tenir compte pour dans son activité.

2.3.2.2. Changements dans la transformation artisanale villageoise

Pendant presque naturel de la production en villageois du palmier à huile, l'extraction artisanale de l'huile de palme est une activité qui a connu, elle aussi, des mutations. Les différentes enquêtes réalisées auprès des transformatrices artisanales, des commerçantes et des consommateurs de l'huile de palme ont permis de mettre en évidence un certain nombre de changements et les facteurs auxquels l'on pourrait les rattacher.

Première mutation : le changement de la nature des noix utilisées pour la transformation.

La transformation artisanale a toujours accompagné l'exploitation des palmeraies. A l'origine, cette activité se faisait essentiellement pour la valorisation des noix de palme issues des palmeraies naturelles dont l'usage le plus important était la fabrication de l'huile. De ces noix était extraite une huile qui a donné lieu à une intense activité commerciale entre la partie côtière de la Côte d'Ivoire et certaines puissances coloniales de l'époque dont notamment la France. Dans le cadre des différents Plans Palmier qui ont promu la culture du palmier hybride en milieu villageois, un nouveau type de noix a été vulgarisé : le tenera. De plus, l'activité d'extraction est devenue l'apanage exclusif des usines de la Sodepalm qui devaient capter toute la production des plantations pour fonctionner à plein régime. Ainsi, une surveillance accrue était organisée pour minimiser les fuites de régimes. Cependant, la transformation artisanale n'a pas pour autant disparu. Si l'on exclut la valorisation domestique de régimes par les planteurs ou leurs manœuvres, l'on note l'existence de mini-industries de fabrication artisanale d'huile aux abords des usines de la PALMINDUSTRIE. Principalement animée par des femmes, cette activité consistait essentiellement en la production d'huile de palme et de savon à partir des résidus industriels. Ces femmes récupéraient les rafles pour en extraire les graines qui ont résisté à l'égrappage industriel à des fins de production d'huile. Cette activité a commencé à décliner en 1983 lorsque des mesures ont été prises pour réduire la production des déchets industriels émanant des usines. C'est donc à partir de ce moment que la transformation artisanale des régimes provenant pour l'essentiel de palmiers hybrides a connu son essor. En effet, les productrices d'huile ne trouvant plus de matière première pour continuer leur activité aux abords des usines, se sont reconverties dans le portage des régimes dans les plantations villageoises. À côté de la rétribution en espèces de leurs prestations de travail, il leur était aussi concédé une rémunération avec les fruits détachés des rafles pendant la cueillette ou le transport. La transformation de ces fruits en huile a donc procuré à ces femmes un revenu additionnel jusqu'à la chute du prix d'achat des régimes aux planteurs. Cette situation, associée aux difficultés de collecte et aux calculs propres aux planteurs eux-mêmes a suscité la vente directe

des régimes aux femmes. La matière première ayant augmenté, il fallait pour les transformatrices recourir à la presse et à des procédés plus rapides d'extraction.

Deuxième transformation : le changement dans le processus technique de production : l'introduction de la presse et ses implications.

Corollaire de la première mutation, l'introduction de la presse est l'un des changements majeurs qui affecte les pratiques de transformation de l'huile au niveau artisanal. Tout en bouleversant le schéma technique d'extraction, elle a induit de nouvelles formes d'organisation du travail de production et une adaptation des procédés au débouché final de l'huile. L'examen des procédés dits « ancestraux » ou encore « traditionnels » de production de l'huile de palme met en évidence la constance de certaines étapes de fabrication :

- le pilage à froid de graines cuites puis mises à sécher et/ou à fermenter,
- l'utilisation de la main pour le pressurage de la pâte, caractéristique du procédé d'extraction par lavage des fibres,
- la clarification de l'huile par cuisson de l'émulsion huile-eau en cas d'ajout d'eau pour le pressurage.

Avec l'introduction de la presse, de nouvelles étapes apparaissent. Ces opérations facilitent et accélèrent l'extraction avec la presse. Elles font passer du procédé par lavage des fibres utilisé dans l'extraction « traditionnelle » à un autre par pressage. Concrètement, une fois les régimes égrappés, les fruits sont laissés à fermenter pendant un jour ou deux, lorsque cette opération ne se fait pas avant l'égrappage pour aussi faciliter l'arrachage des fruits. Après la cuisson puis la fermentation des fruits, le pilage donne une pâte qui est mise à griller. Le grillage est une étape pendant laquelle la pâte faite de fibres et de noix issues du pilage est mise dans un fût et portée au feu. Le mélange auquel on ajoute peu ou pas d'eau, est remué à l'aide d'un bâton puis mis dans la presse pour l'extraction. Certaines femmes nous ont déclaré ne plus cuire l'huile obtenue. D'autres le font pour en faire disparaître les traces d'eau qui sont parfois à la base du pourrissement de l'huile. L'huile obtenue sert aussi bien à la consommation qu'à la fabrication de savon. La différence est faite au niveau de la préparation des graines. Pour l'huile devant servir à la consommation domestique, les noix utilisées ne sont pas laissées trop longtemps à fermenter, au risque d'obtenir une huile ayant un goût acide très prononcé. Pour l'huile devant servir à la confection du savon, la fermentation dure un à deux jours plus longtemps, parfois même les graines utilisées sont dans un état de putréfaction assez poussé. L'important étant d'obtenir une huile plus abondante, aucun soin particulier n'est apporté au choix des olives. Deux types de savons peuvent être obtenus à partir de l'huile produite dans ces conditions. Juste après le pressage, la première huile est destinée à la fabrication d'un savon plus ou moins blanchâtre appelé « kabakourou » pour sa dureté. Le dépôt boueux restant est orienté vers la confection d'un autre savon dit savon noir suivant un procédé spécial de confection, dans lequel l'on fait usage de potasse obtenue après incinération de rafles de palmier. Dans ce schéma d'extraction, une donnée essentielle reste la nature des noix utilisées. La presse est beaucoup plus pratique pour une extraction d'huile à partir de noix pulpeuses de type tenera. Les noix « africaines, du type dura n'ayant pas assez de pulpe, c'est beaucoup plus le procédé par lavage des fibres qui est requis pour maximiser le taux d'extraction. En clair, avec la presse, l'accent est donc mis moins sur ce taux d'extraction que sur la rapidité et la réduction de la pénibilité de l'activité. L'on passe ainsi d'un procédé par lavage des fibres utilisé dans l'extraction « traditionnel » à un autre : celui par pressage.

Troisième mutation : le progressif remplacement des populations autochtones par les allogènes.

Dans la région des lagunes, principalement dans la zone de Dabou, nos enquêtes ont révélé que l'extraction artisanale de l'huile de palme avant la vulgarisation du palmier à huile hybride était une activité essentiellement masculine. Elle a été par la suite dévolue aux femmes lorsque les hommes se sont mis à la culture du palmier hybride et que l'exploitation des palmeraies naturelles s'est estompée avec la fin de colonisation et la disparition progressive des vergers. Pratiquée par les épouses et parentes d'autochtones spécialisées dans le grimper au palmier pour la récolte des régimes de palmiers naturels, l'extraction artisanale est aujourd'hui beaucoup plus le fait d'allogènes. Arguant de la pénibilité de l'activité d'extraction de l'huile (reposant essentiellement sur l'usage du procédé par lavage des fibres de noix de type dura), les autochtones qui la pratiquaient se sont pour la plupart reconverties dans la production et la commercialisation de l'attiéké, activité économique nouvelle en pleine expansion avec l'essor de la production du manioc. Devenue donc la principale source de revenu de ces femmes allogènes, l'activité de production artisanale de l'huile de palme a connu son réel développement avec la chute des prix d'achat des régimes aux planteurs, mais aussi et surtout avec l'émergence des difficultés dans la collecte des plantations villageoises et la régularité de la paie des productions.

Ces changements qui affectent l'organisation et le processus d'extraction artisanal de l'huile de palme sont liés à des facteurs qui, comme dans le cadre de la production villageoise du palmier à huile, sont en rapport direct avec les évolutions de l'environnement économique et institutionnel de la production. Les plus importants de ces éléments sont :

L'amorce du processus de privatisation de la filière et la dilution du système d'encadrement des plantations villageoises.

Deux facteurs importants ont milité en faveur de l'adhésion massive des populations à la culture du palmier à huile. Il s'agit du système d'encadrement particulier dont la pratique de cette culture bénéficiait et de la régularité de l'achat des produits à un moment où les cours des cultures traditionnelles (café et cacao) commençaient à chuter. Pendant longtemps, les planteurs villageois ont disposé auprès de la Sodepalm, de possibilités d'obtention de crédits pour la conduite de leurs plantations et aussi pour le financement d'activités sociales non forcément agricoles comme la scolarisation des enfants avec l'existence des prêts scolaires. De moins en moins assistés dans ce sens, la résolution de problèmes ponctuels d'argent a conduit certains planteurs villageois à commercialiser tout ou partie de leurs productions en dehors du circuit officiel. Principales bénéficiaires de ces ventes parallèles, les transformatrices artisanales ont vu les propositions de régimes issues des plantations villageoises s'accroître avec l'émergence des problèmes de collecte et les retards de paiement des produits aux planteurs. De plus en plus sollicitées pour l'achat des productions villageoises, ces femmes ont du adapter leurs outils de production et revoir les procédés d'extraction. Cette abondance des régimes à traiter intervient principalement en période de pointe pendant laquelle les risques pour le planteur de voir sa production pourrir lorsque les collectes ne sont pas faites à temps sont élevés. Dans ces conditions, la presse est requise pour réussir à traiter la totalité des régimes achetés. Les procédés de transformation, qui au début étaient presque les mêmes que ceux de la transformation traditionnelle, sont désormais fonction du débouché du produit.

En conclusion, les activités réalisées à ce stade de la recherche ont permis de mettre en évidence la dynamique de changements à l'œuvre au niveau de la production villageoise de palmiers et de la transformation artisanale. Cette identification s'est faite principalement au niveau des formes techniques et sociales de production du palmier et de sa valorisation artisanale sous la forme d'huile.

Il ressort que des indices de changements sont apparents aussi bien dans la production villageoise que dans la fabrication artisanale de l'huile. De nombreux écarts aux normes culturelles prescrites sont observés chez les planteurs villageois. Ces écarts, dans le système de culture concernent l'arbitrage entre différentes cultures, avec une prédominance de l'association des cultures pendant les trois premières années de la plantation. Des combinaisons nouvelles des facteurs de production sont réalisées. Au niveau du système d'exploitation, les modifications paysannes prennent pour l'essentiel la forme de renégociation des rapports avec la main d'œuvre et de modes différents de valorisation de la production. Dans la phase de commercialisation en effet, les régimes ne sont plus exclusivement vendus à l'usine de l'E.A.I dans le périmètre duquel se trouve le planteur. Lorsqu'ils ne servent pas à payer les prestations de travail de contractuels, ils alimentent des circuits parallèles de valorisation qui renforcent la fabrication artisanale de l'huile rouge de plus en plus valorisés sur les marchés urbains. Jadis presque clandestine du fait du « contrôle » exercé par la Palmindustrie sur les régimes produits aussi bien en plantations industrielles qu'en plantations villageoises¹¹, la transformation artisanale est devenue au fil des ans - et surtout avec la libéralisation de la filière palmier - une activité de plus en plus importante, de par son ampleur économique. Tout en occupant une population féminine dans sa grande majorité allogène, cette activité tend à adapter ses outils de production à une demande locale croissante d'huile rouge coïncidant également avec la possibilité de plus en plus grande de disposer de matière première. Ceci justifie la place de plus en plus importante que prend la technologie de la transformation par la presse artisanale. Les procédés de transformation ont de ce fait évolué, se démarquant sur bien des points de la valorisation traditionnelle des régimes de palmiers naturels pratiquée par les populations côtières avant et un peu après l'installation de la Sodepalm avec le développement de la culture de palmiers hybrides.

2.3.2.3. Facteurs déterminants de ces changements

Un repérage des stratégies qui sous-tendent ces changements initiés par les acteurs villageois (planteurs et transformatrices) ainsi que les déterminants et conditions d'émergence de ces évolutions a pu être ébauché, mais doit être approfondi.

Effets de la privatisation :

Les changements constatés dans la production villageoise et la transformation artisanale apparaissent liés à la déstructuration des systèmes d'encadrement, de collecte et de rémunération des producteurs villageois. Fondamentalement générés par certaines limites du second plan Palmier, cette situation s'est fortement accentuée avec l'amorce du processus de la privatisation de la filière à partir de 1994-1995.

Effets liés à la valorisation locale des produits :

Dans la région des Lagunes, nous avons montré que l'utilisation par les planteurs villageois de semences de palmier à huile non-sélectionnées est très fréquente. Dans cette région, cette pratique débute au cours du deuxième plan palmier (1985-1990), du fait d'une offre en semences bien inférieure à la demande. Cela dit,

¹¹ Cette distinction plantations villageoises/plantations industrielles renvoie à la forme d'organisation de la production. Les plantations villageoises sont mises en place et gérées par des paysans, organisées dans un cadre familial avec ou sans salariés. Elles sont de superficies moins étendues et ignorent le système de comptabilité contrairement aux plantations industrielles. Ces dernières sont des blocs agro-industriels se rapportant à de très grandes superficies. Elles exigent l'emploi d'une main d'œuvre salariée, un investissement considérable en capital, et une division technique du travail impliquant l'utilisation de techniques de production intensives et un système de gestion comptable (Affou, 1979).

depuis que l'accès aux semences est libéralisé (1995), les rendant accessibles pour ces planteurs, l'utilisation de matériel végétal tout-venant continue à être pratiquée. D'une manière générale, depuis la privatisation, les systèmes de production évoluent vers des pratiques moins intensives (associations de cultures, faibles apports en engrais, etc.). Le coût élevé en intrants (semences et engrais) et en même temps la suppression du financement à crédit contribuent à expliquer ces pratiques.

Cela dit d'autres raisons peuvent être avancées : (i) la diversité des utilisations du palmier, conjuguée à la proximité du marché d'Abidjan pour la commercialisation d'huile artisanale et de vin et alcool de palme, et (ii) l'intérêt de stratégies de diversification des cultures. Ici, les stratégies tournées vers la diversification et le marché local semblent des raisons pertinentes pour comprendre la diversité des formes de production du palmier. La diversité des utilisations du palmier, qui peuvent rapporter un revenu même en réalisant une culture à faible investissement en capital et en temps de travail (et donc à faible rendement), associée aux possibilités alternatives d'investissement parfois plus rentables et permettant de limiter les risques, contribuent largement à expliquer la diversité des formes de production du palmier. Les choix alternatifs en cultures vivrières de rente notamment mériteraient à ce titre une plus large analyse. La proximité d'un marché urbain pour différents produits issus du palmier mais aussi pour les cultures vivrières est un facteur déterminant dans cette région. Une étude ciblée sur les coûts d'opportunité des investissements des planteurs et les bénéfices tirés de la diversification des ressources, intégrant des plantations de palmier à faible rendement, et tenant compte du contexte organisationnel de la filière, permettrait d'approfondir ces résultats en termes de stratégies des producteurs.

2.3.2.4. Segmentation des marchés de l'huile de palme

Le développement de la filière palmier à huile en Côte d'Ivoire à partir de 1963 s'est traduit par des orientations économiques essentiellement industrielles. Cela dit, pendant ces 30 années, et surtout maintenant depuis que la filière a été libéralisée, d'autres systèmes de production et de transformation ont continué à se développer. Nous avons vu (*supra*) qu'ils sont basés sur une diversité des semences, des itinéraires techniques et des procédés de transformation. Cette différenciation dans les procédés s'inscrit le plus souvent dans un territoire (différents procédés selon les régions).

Cette diversité correspond à une segmentation de la demande, qui distingue, y compris en Abidjan, l'huile de Man ou de l'Ouest, "l'huile de palmier naturel" ou "africain", etc. Cette segmentation, liée à des modes de production spécifiques et reconnus par les consommateurs, se traduit par des différentiels de prix observés sur les marchés d'Abidjan. L'huile dite "africaine" (950 CFA/l), reconnue de qualité supérieure, se vend deux fois plus cher que l'huile dite "sodepalm" (du nom de l'ancienne société d'Etat d'exploitation des palmeraies sélectionnées). Elle se vend par ailleurs plus cher que l'huile raffinée (640 CFA/l).

Une enquête sur la consommation des corps gras et en particulier des huiles de palme en Abidjan permet de situer les marchés de ces différents produits. L'huile rouge est encore largement consommée dans les ménages urbains notamment parce qu'elle entre dans la composition de certains plats, où elle reste spécifique et ne peut être substituée par l'huile raffinée.

L'huile de palme raffinée est essentiellement utilisée pour la cuisson du riz, les fritures et les grillades. Dans la cuisson du riz blanc (riz cuit dans l'eau avec des oignons) ou du « riz-gras » (riz cuit dans la sauce) elle permet au riz de ne pas coller. L'huile raffinée est ensuite utilisée pour la plupart des fritures : pomme de terre frites,

igname frite, viandes et poisson, œufs, allocos (banane plantain frite), et pour les grillades des viandes et poissons. Elle intègre aussi certaines sauces dans lesquelles "on ne met pas l'huile rouge", mais toujours pour faire frire la viande en début de préparation : « sauce tomate », « sauce pistache », « sauce aubergine », « sauce claire ».

L'huile rouge entre dans la composition des sauces "africaines" : les "sauces feuilles" et les sauces au gombo (secs et frais, soit "sauce djumblé" et "sauce Kopé"¹²) et de plats africains à base de banane plantain, de manioc ou d'igname : fofou (banane ou igname cuit et pilé), sauce spéciale attiéké (manioc), attiéké "rouge", igname bouilli et allocos, qui sont pour la plupart des plats courants. A la différence de l'huile raffinée, l'huile rouge est incorporée dans les sauces au gombo comme condiment dans la sauce, et non pour frire la viande ou le poisson. Elle doit lui donner du goût et une couleur particulière. Dans les sauces feuilles par contre, l'huile rouge peut servir à frire le poisson ou la viande, tout comme l'huile raffinée, sans pourtant être remplacée par cette dernière. Il y a donc bien des usages spécifiques à chacune de ces huiles. L'huile rouge a des propriétés perçues par les consommateurs spécifiques qui la différencient de l'huile raffinée : un goût différent, une couleur rouge, et c'est un produit "de terroir".

Les différences de qualité entre les huiles rouges sont attribuables, pour les ménagères, soit au type de graines utilisées, soit au procédé de fabrication. Les ménagères parlent ainsi de l'huile de graines sodepalm et de l'huile africaine, mais aussi de l'huile de Bouaké, l'huile de Gagnoa, l'huile de Bouaflé, l'huile des Adjukru, l'huile des Attiés, etc. L'huile de certaines régions situées hors des zones d'implantation du palmier sélectionné (Man, mais aussi Gagnoa ou Bouaké par exemple) est appréciée parce que dans ces régions les graines sélectionnées n'existent pas, il s'agit forcément, pour les consommatrices, d'une huile de graines "africaines". Quant aux modes de préparation, c'est le temps de fermentation des graines qui est le plus souvent invoqué pour expliquer les différences de qualité.

Les modes d'approvisionnement des ménagères sont révélateurs de ces spécificités territoriales. Quasiment toutes ont une relation de proximité avec leur vendeuse ou fournisseur : fidélisation au marché à une femme qui vend l'huile de telle région ou qui est de telle ethnie, achat directement au village ou par l'intermédiaire de parents, achat dans une région spécifique par l'intermédiaire de relations, etc.

Les exigences de qualité des consommateurs pour cette huile rouge, souvent considérée comme un produit de terroir, conduisent ainsi à des achats de proximité et tous orientés vers une huile rouge artisanale.

Perspectives :

La segmentation de la demande en huile de palme par rapport à des produits de qualité spécifique, le maintien de la transformation artisanale et la diversité des formes sociales et techniques de production apparaissent ainsi liés. Ils sont basés sur l'exploitation locale de la diversité des ressources et entrent en conflit avec le modèle de développement agro-industriel, basé sur une logique d'optimisation, de rentabilité et de production de masse.

A côté de ce secteur agro-industriel dominant, il existe pourtant toujours une demande en huile rouge artisanale, qui s'accorde finalement assez bien avec des formes de production moins intensives.

¹² en agni – baoulé.

S'il semble bien que des modèles de production-transformation-valorisation alternatifs au modèle agro-industriel existent, se maintiennent, voire se développent, la question qui se pose est comment ils s'articulent entre eux et avec le reste de la filière et ce qu'ils supposent en terme de règles d'organisation.

Il est certain que les usiniers, dont le fonctionnement est régi par des règles de rentabilité économique et d'efficacité industrielle, auraient beaucoup à perdre dans l'approvisionnement en semences tout-venant, de qualités variables et en quantités irrégulières ou mal maîtrisées. Il y va de leur intérêt de trouver des formes de partenariat ou de contractualisation avec les planteurs qui répondent à leurs exigences, de voir se mettre en œuvre une vulgarisation efficace des « bons itinéraires techniques ».

D'autres formes de valorisation des fruits de palme pourraient correspondre au développement de modèles de production et de transformation basés sur d'autres logiques, différentes de la production de masse, et sur des segments de marchés spécifiques.

Dans une dynamique d'industrialisation de la filière pendant 30 ans, les secteurs artisanaux ont très peu été développés, si ce n'est depuis 5 ans avec l'introduction de la presse. L'existence d'un marché local du savon et de l'huile rouge de consommation pourraient cela dit justifier des recherches et projets d'amélioration ou d'échanges d'expériences en matière de procédés d'extraction et d'organisation de ces acteurs, pour une culture qui manifestement n'est pas qu'une culture de rente, mais aussi vivrière, avec des débouchés locaux.

2.3.3. Valorisation

Publications et communications :

CHEYNS E. , 2001. **"La consommation urbaine de l'huile de palme rouge en Côte d'Ivoire : quels marchés ?"**, OCL, 8, 6, novembre-décembre 2001. Communication présentée à la conférence internationale *Avenir des cultures pérennes*, Yamoussoukro, BNETD, CIRAD, ESI-VU, 5-9 novembre 2001.

CHEYNS E., VERDEAUX B., NAI NAI S., KOUAME Y.S., 2001. **"Qualification des produits du palmier à huile en Côte d'Ivoire : une diversité territoriale au côté d'un modèle de production agro-industriel dominant"**. Colloque international *Un produit, une filière, un territoire*, Toulouse, 21-23 mai 2001, UMR Dynamiques rurales, GDR MOCA, UMR Dymset, CEREHT, 24 p.

CHEYNS E., KOUAME Y.S., NAI NAI S., 2001. "Itinéraires techniques et nature du matériel végétal : diversité des formes sociales et techniques de production en Côte d'Ivoire". **OCL, 8, 5 : 524-528**. Communication présentée à la conférence internationale *Avenir des cultures pérennes*, Yamoussoukro, BNETD, CIRAD, ESI-VU, 5-9 novembre 2001.

AKINDES F et KOUAME Y.S., 2001. "Les mutations d'une économie de plantation face au désengagement de l'Etat : le cas de la filière palmier à huile en Côte d'Ivoire". **OCL, 8, 6, novembre-décembre 2001**. Communication présentée à la conférence internationale *Avenir des cultures pérennes*, Yamoussoukro, BNETD, CIRAD, ESI-VU, 5-9 novembre 2001.

NAI NAI S., CHEYNS E., RUF F., 2000. "L'adoption du palmier en Côte d'Ivoire". **OCL, 7, 2, mars-avril 2000 : 155-165**.

Rapports :

YUNG J.M., 2002. *Stratégie des producteurs dans la filière palmier à huile. Rapport de mission*. Cirad – Université de Bouaké, 20p.

KOUAME Y.S., 2002, "Sociologie de l'innovation dans le secteur de la production villageoise et de la fabrication artisanale de l'huile de palme en Côte d'Ivoire". Mémoire de DEA, Université de Bouaké. (**Soutenance prévue en mai 2002**)

ATSAIN N., 2001. "La transformation artisanale de l'huile de palme en basse Côte d'Ivoire". Rapport d'enquête présenté le 10 décembre 2001 devant l'équipe de recherche.

VERDEAUX B., 2001. *"L'utilisation des semences non-sélectionnées de palmier à huile en Côte d'Ivoire"*. Mémoire de DESS, IEDES, Paris.

2.3.4. Poursuite des travaux en année 2

Un repérage des stratégies sous-tendant ces changements initiés par les acteurs villageois (planteurs et transformatrices) ainsi que les déterminants et conditions d'émergence de ces évolutions a pu être ébauché.

Les stratégies qui sous-tendent ces changements initiés par les acteurs villageois, les déterminants et conditions d'émergence de ces évolutions, la structuration des réseaux d'acteurs, et l'identification des conséquences des changements observés sur la filière palmier à huile en Côte d'Ivoire méritent d'être approfondis et complétés dans le cadre des activités restant à exécuter. Il s'agira dans la conduite de ces axes de recherche d'être attentifs à des aspects comme :

- la spécificité des contextes sociaux et économiques au niveau de chacune des zones de production du palmier en Côte d'Ivoire afin de mieux identifier les contraintes, opportunités et potentialités qui y existent et dans lesquelles prennent forme les stratégies des producteurs villageois et des transformatrices artisanales.
- la spécificité des différents acteurs en présence, leurs intérêts et le processus décisionnel qui a conduit chacun d'eux au changement.

Par ailleurs, l'étude sur la segmentation des marchés liée à la qualité devrait être confortée par une enquête sur un plus large panel de consommateurs, et un relevé des prix sur les marchés à différentes périodes de l'année (fluctuations importantes).

Une étudiante va réaliser prochainement un stage sur la structuration de la sous-filière de commercialisation de l'huile artisanale, et la formation des prix du producteur au consommateur.

3. FORMATION ET RENFORCEMENT DES COMPETENCES

Le projet se proposait, tout en assurant la formation et l'encadrement d'étudiants pour la réalisation de leurs thèses et mémoires, de veiller à l'organisation périodiques et régulières de séminaires méthodologiques. La réalisation régulière de ces séminaires a été facilitée par l'acquisition d'un vidéo-rétroprojecteur sur le budget Codesria-Ird. L'objectif ainsi visé est de renforcer les compétences des membres de l'équipe tant au niveau de leur approche théorique et conceptuelle que de leur pratique du terrain.

3.1. L'organisation de séminaires méthodologiques

Deux types de séminaires méthodologiques ont eu lieu :

- Un séminaire présenté par F. Akindès sur le concept d'innovation, ses soubassements théoriques et ses implications méthodologiques dans les recherches sur l'analyse du changement, dans une filière agricole comme le palmier à huile en Côte d'Ivoire. Ce séminaire a eu lieu le 1^{er} février 2001, et vient en appui méthodologique, après que les deux étudiants préparant leurs thèses sur cette question aient produit une première ébauche conceptuelle et théorique de leur objet de recherche. Il leur a permis de recentrer leur approche théorique surtout quant à l'analyse de la dynamique d'innovation à l'œuvre dans la production villageoise du palmier à huile et la transformation artisanale de l'huile de palme.
- Plusieurs séminaires basés sur la présentation des travaux de recherche des membres de l'équipe sur un support diaporama (power point), suivi de débats et orientations méthodologiques (annexe 1).

3.2. Renforcement des capacités

Complémentaire à l'organisation des séminaires méthodologiques, le renforcement des capacités des chercheurs intègre l'invitation de personne-ressources aux compétences reconnues à appuyer l'équipe sur des aspects jugés importants. Jean Michel Yung, sociologue chercheur au CIRAD (Montpellier) a été identifié, compte tenu de sa longue expérience sur l'analyse des stratégies paysannes. Il a réalisé une mission d'appui dans le cadre du projet pour appuyer l'étudiant Kouamé Y.S. sur les stratégies et logiques d'acteurs à l'œuvre en milieu villageois (annexe 3).

Pendant la mission d'enquête réalisée dans les régions des Lagunes et d'Aboisso, l'étudiant a pu bénéficier de cette expérience dans la conduite des entretiens et l'analyse du discours et des pratiques des producteurs villageois. Ce suivi a continué pendant le stage effectué par l'étudiant au CIRAD-TERA à Montpellier.

3.3. Formation d'étudiants du programme à l'étranger

Kouamé Y.S., étudiant, a bénéficié à Montpellier (en France) du 22 octobre au 9 décembre 2001 d'un stage de formation. Cette mission a été répartie en deux parties : 1. participation à un module de formation sur les stratégies de développement au CNEARC (Centre National d'Etude Agronomique des Régions Chaudes) et 2. stage d'échange au CIRAD-TERA sous la direction de Jean Michel Yung. La formation au CNEARC s'est faite

sous la responsabilité pédagogique de Jacques Mercoiret, Sylvain Pambour du CIEPAC, Pierre Marie Bosc du CIRAD. Pendant cette session de formation, l'étudiant a pu être sensibilisé, tout comme les autres stagiaires, à la prise en compte des stratégies des acteurs dans la conduite des opérations de recherche-développement, surtout en milieu rural. Concrètement, ce volet du stage a été axé sur l'acquisition d'éléments théoriques et méthodologiques, la mise en situation réelle pour l'identification et l'élaboration de stratégies de développement à partir d'une demande d'intervention formulée par un organisme français de développement d'une zone rurale défavorisée. Le stage au CIRAD a consisté en la conduite d'une série d'entretiens avec des chercheurs. Pendant ces moments d'échange, l'étudiant a pu explorer des pistes de réflexion pour la poursuite de ses travaux dans le cadre du DEA et de la thèse. Un rapport de stage a été rédigé.

Documents disponibles justifiant de la formation et du renforcement des compétences :

- Rapport de mission en France, formation, Kouamé Yao S., 2001.
- Rapport de mission en Côte d'Ivoire de J.M. Yung, sous frappe.
- Réunions à caractère scientifique, ayant fait l'objet d'une présentation sur power point, et d'un compte rendu (annexe 1) :

22 octobre 2001	Présentation projet mémoire Kouamé Y.S.
31 octobre 2001	Présentation projet mémoire Chérif Sadia
26 novembre 2001	Présentation résultats d'enquête, Mel Meledje
3 décembre 2001	Présentation projet de thèse Aka F. et présentation résultats enquête E. Cheyns
10 décembre 2001	Présentation résultats enquête, N. Atsain
4 janvier 2002	Présentation projet de recherche d'un chercheur du Cires, K. Sylla ¹³
11 février 2002	Discussions sur les 3 mémoires en cours

¹³ Des négociations sont en cours pour un renforcement de l'équipe par un chercheur du CIRES et un étudiant originaire de la même institution.

4. RAPPORT FINANCIER

La réponse à l'appel d'offre signalait un budget complémentaire du Cirad. Ce budget est ci-après présenté.

Par ailleurs, le budget alloué par IRD-CODESRIA pour les deux années est d'un montant de 20 000 000 F CFA. Les dépenses réalisées en première année sont présentées.

4.1. Financement CIRAD (2001)

BUDGET CIRAD 2001 alloué au fonctionnement de l'équipe	F CFA
Fournitures, photocopies, cartouches, livres	310 000
Frais d'enquête étudiants + enquêteur consommation	332 000
Frais enquête mission Socodevi, frais pour Séminaire Yakro	516 600
Inscription séminaire Yakro	147 000
Bourse thèse Aka (12 mois)	840 000
Bourse mémoire Kouamé (11 mois)	770 000
Bourse mémoire Cherif Sadia (11 mois)	770 000
Frais déplacement	425 000
Formation en France de Kouamé Y.S. (bourse DESI)	p.m.
Mission de S. Rafflegeau pour l'étude diagnostic coopératives (financement Cirad autre ligne budgétaire)	p.m.
Total	4 110 600

4.2. Mémoire comptable du projet IRD-CODESRIA

Crédit viré par le CODESRIA 2001 : 8.000.000 FCFA

Objet de la dépense	Montant (F.CFA)°
Chapitre 1 : Mission « personne-ressource »	
Frais de mission J-M Yung (Billet d'avion + per diems + frais visa)	1.660.719
Carburant (mission Yung) + cadeaux de facilitation de contacts sur le terrain (« alcool méthodologique »)	98.800
Location de véhicule (mission de terrain J.M Yung	280.000
Chapitre 2 : Equipement informatique	
Onduleur (équipement étudiant)	134 400
Equipement informatique (1 ordinateur + 2 Imprimantes)	2 311 200
Video-retro-projecteur	2 416 500
Torche Laser	19 300
Chapitre 3 : Frais de fonctionnement	
Facture de téléphone (coordination) (Mars 2001 – Février 2002)	367.541
Contribution du projet aux frais de tenue de compte (Ecobank)	66.000
Dépensé au 28 Février 2002	7.249.160

Disponible au 28 Février 2002 : 750.840 FCFA

ANNEXES

Annexe 1. Présentations power point

Annexe 2. Compte rendu de réunions avec les coopératives

Annexe 3. MISSION DE RECHERCHE J.M. YUNG : Stratégies d'acteurs et innovations dans le secteur villageois de palmier à huile en Côte d'Ivoire. Termes de référence.

ANNEXE 1

Présentations power point

MEMOIRE DE D.E.A

SOCIOLOGIE DE L'INNOVATION DANS LE
SECTEUR DE PRODUCTION VILLAGEOISE DU
PALMIER A HUILE ET DE FABRICATION
ARTISANALE DE L'HUILE DE PALME EN
BASSE CÔTE D'IVOIRE

PLAN DE PRESENTATION

- QUESTIONS ET METHODES DE RECHERCHE.
- LES RESULTATS ET LEURS LIMITES.
- PERSPECTIVES POUR LA THESE.

QUESTIONS ET METHODES DE RECHERCHE

LES QUESTIONS DE RECHERCHE

- QUELLES SONT LES MODIFICATIONS APPORTEES PAR LES PLANTEURS VILLAGEOIS DE PALMIER A HUILE DE LA BASSE CÔTE D'IVOIRE A LEUR SYSTEME PRODUCTIF?
- QUELS SONT LES FACTEURS QUI JUSTIFIENT CES TRANSFORMATIONS?
- QUELS RAPPORTS EXISTE-T-IL ENTRE CES EVOLUTIONS DANS LE SYSTEME PRODUCTIF PAYSAN ET CELLES A L'ŒUVRE DANS LA FABRICATION ARTISANALE DE L'HUILE DE PALME?

CES CHANGEMENTS DANS CES SYSTEMES
PRODUCTIFS SONT-ILS DES INNOVATIONS?

QUELLES SERAIENT DONC LEURS INCIDENCES
SUR LE RESTE DE LA FILIERE?

COMMENT PEUVENT-ILS SERVIR A L'ENONCE DE
POLITIQUE EN TERMES DE STRATEGIES D'APPUI
AUX ACTEURS DE LA FILIERE POUR
ACCOMPAGNER LA DYNAMIQUE EN COURS?

IMPLICATIONS METHODOLOGIQUES

EN TERMES D'HYPOTHESES ET D'OBJECTIFS DE RECHERCHE

LES HYPOTHESES DE RECHERCHE:

- Les planteurs de palmier modifient leurs itinéraires techniques pour surmonter les difficultés d'accès à la terre, à la main d'œuvre, aux semences, au capital et à l'encadrement agricole.

- Les transformatrices modifient la chaîne et les outils de fabrication artisanale de l'huile de palme pour adapter leurs instruments de production à des opportunités d'achat de régimes aux planteurs villageois et de commercialisation de leurs productions sur le marché de l'huile de palme.

- Ces transformations ont pris forme à partir de la fin du premier plan palmier et surtout lors du second plan palmier qui a vu l'arrêt des programmes incitatifs à la création des plantations villageoises de la région des lagunes.

LES OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

- **Objectif général:**
- Cette étude vise à repérer les changements à l'œuvre dans les pratiques des producteurs villageois de régimes et d'huile de palme, puis à analyser les contraintes et opportunités qui les justifient.

Objectifs spécifiques:

- Identifier les changements techniques, technologiques et sociaux initiés par les planteurs villageois de palmier et les productrices artisanales d'huile de palme dans leurs pratiques et moyens de production.

- Repérer les déterminants sociaux de ces choix nouveaux de stratégies de production.
- Comprendre les logiques sociales ainsi à l'œuvre à partir d'une identification des contraintes économiques qui les sous-tendent.

- Déterminer les processus socio-historiques d'émergence de ces transformations.
- Distinguer à partir de tout ce qui précède les innovations des simples changements fonctionnels ou structurels.

AU NIVEAU DES ENQUÊTES ET DE LEUR EXPLOITATION

• LES ENQUÊTES DE TERRAIN:

1. L'enquête sur la dynamique des exploitations villageoises de palmier à huile et la production artisanale de l'huile de palme.
2. L'enquête sur l'utilisation du « tout-venant » dans les plantations villageoises de la région des lagunes.

L'EXPLOITATION DES DONNEES :

- 1. Les critères de repérage des changements dans les systèmes productifs des planteurs villageois et des productrices artisanales d'huile de palme.
- 2. L'appréciation des contraintes paysannes dans l'utilisation d'un matériel végétal « hors-norme » dans la région des lagunes.

LES RESULTATS ET LEURS LIMITES

AU NIVEAU DU SYSTEME DE PRODUCTION VILLAGEOIS DE PALMIER A HUILE.

Système de culture

-Modèle «Sodepalm»:

- monoculture pure sur recru forestier ou jachère,
- utilisation de matériel végétal hybride

-Changements paysans:

- utilisation de descendance d'hybride, hybride dégénéré ou de matériel non sélectionné " tout-venant ",
- association de cultures sur bas-fonds, anciennes caféières ou cacaoyères.

Système de production:

-Modèle «Sodepalm»:

- culture intensive marquée par l'utilisation d'intrants,
- la maximisation du rendement à l'hectare

-Changements paysans:

- culture extensive consommatrice d'espace marquée par la reconsidération des espacements
- la productivité du facteur travail influençant fortement le système d'exploitation.

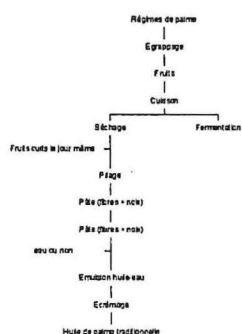
Système d'exploitation:

-Changements paysans:

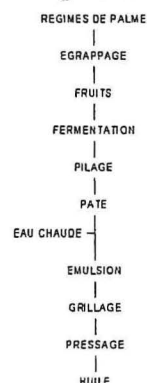
- dévolution progressive de la valorisation à la main d'œuvre (création, entretien, commercialisation des produits...).
- Une évolution du statut de l'exploitant et du manoeuvre et une profonde mutation des formes de contractualisation.
- La nécessité d'apprécier cette transformation dans son rapport à la fabrication artisanale de l'huile de palme.

AU NIVEAU DE LA FABRICATION DE L'HUILE DE PALME

Fabrication de l'huile de palme traditionnelle



Production de l'huile de palme avec la presse



CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

CONCLUSIONS

- LES CHANGEMENTS:
 1. DANS LE SYSTEME PRODUCTIF PRODUCTIF PAYSAN.
 2. AU NIVEAU DE LA PRODUCTION ARTISANALE D'HUILE DE PALME.

- LES CONTRAINTES PAYSANNES:
 1. LA TERRE.
 2. LA MAIN D'ŒUVRE.
 3. LE CAPITAL.

PERSPECTIVES POUR LA THESE

- AU NIVEAU DE LA PROBLEMATIQUE:
 - La référence aux différentes phases de la dynamique du palmier à huile.
 - La nécessité de la compréhension des stratégies des acteurs.
- AU NIVEAU DES ENQUÊTES:
 1. La nécessité d'un zonage.
 2. La nécessité d'une approche comparative des régions.

Présentation de Chérif Sadia
DEA Sociologie, Université de Bouaké

Thème de D.E.A.

LIBERALISATION, TENSIONS ET FORMES DE REGULATION DANS LA FILIERE PALMIER A HUILE EN CÔTE D'IVOIRE

PLAN DE PRESENTATION

- I-Question de départ et ses démembrements
- II-Hypothèses et objectifs de l'étude
- III-Les techniques de travail
- IV-Les questionnaires et guides d'entretien

I- QUESTION DE DEPART

Les arrangements institutionnels et les ressources investies
dans les négociations

Éclatement de la question de départ

- Les stratégies des acteurs
- La condition de la stabilisation de la filière
- Les formes de régulation
- La capacité d'arbitrage de l'État

II- HYPOTHESES ET OBJECTIFS DE L'ETUDE

- 1- Hypothèses
 - Les tensions sont renforcées par la baisse du cours mondial de l'huile de palme
 - La méfiance entre planteurs et industriels
 - Le retour au bon fonctionnement

2- Objectifs

- Analyser les tensions entre acteurs de la filière et les formes de régulation dans le cadre de la fixation du prix de régimes au planteur
- Analyser les sources et objets de tensions Repérer les arrangements institutionnels et mettre en évidence les ressources investies dans leur formation
- Analyser le rôle joué par l'État dans le contexte conflictuel que traverse la filière palmier à huile.

III-LES TECHNIQUES DE TRAVAIL

- -Natures et caractéristiques des méthodes
 - 1-1-L 'analyse stratégique
 - 1-2-La théorie des conventions
 - 1-3-La théorie de la régulation
 - 1-4-La méthode comparative

2-Échantillonnage

- Le sondage à boule de neige pour le choix des villages
- La méthode aléatoire simple à 1/10ème pour le choix des planteurs

IV-LES QUESTIONNAIRE ET GUIDE D 'ENTRETIEN

- Questionnaire adressé aux planteurs
- Guide d 'entretien semi-directif adressé aux coopératives
- Guide d 'entretien adressé aux repreneurs

Projet Palmier à huile

La gestion du foncier et des conflits qui ponctuent la création, l'entretien et la production de palmiers à huile

Enquête sociologique auprès des producteurs de palmiers à huile des villages de Brabodougou, Lehiri-Panda (Divo), Tiegba et Kouta (Guittry)

Plan de la présentation

- Introduction: 1- Champ d'étude et période d'enquête
2- Contexte et enjeux
3- Problématique
4- Objectifs de l'étude
- Méthodologie
- Résultats
- Discussion
- Conclusion

Champ d'étude et période d'enquête

- Les enquêtes ont été menées dans les régions forestières de Divo et de Guittry, précisément dans les villages de Brabodougou, Lehiri-Panda (Divo) et de Tiegba, Kouta (Guittry).
- Les enquêtes se sont déroulées du 31 Août au 14 Septembre 2000

Contexte et enjeux

- Besoin d'accroître en quantité et en qualité l'huile de palme
- Conquête de nouveaux espaces fonciers
- Intensification des conflits fonciers liée à la raréfaction de la terre
- Acquisition foncière problématique liée à la forme de contractualisation de la terre et au non respect des engagements des contractants.

Problématique

- Disponibilité et course effrénée à la terre, mais acquisition difficile ;
- Application officieuse du plan foncier rural dans les villages enquêtés entraînant la chasse aux allogènes, la révision des contrats, la désappropriation des terres.

- Dans ces situations comment les autorités villageoises, administratives et judiciaires gèrent-elles les conflits fonciers ?
- Quelles sont les stratégies de régulation qu'elles développent ?
- Ces conflits trouvent-ils une issue heureuse pour toutes les parties au village et à la ville ?
- Quel est l'impact des conflits sur la production du palmier à huile ?

Objectifs de l'étude

- Éclaircir davantage tous les responsables de la production de l'huile de palme sur les causes, la signification et l'impact des conflits fonciers sur la production.
- Spécifiquement, il s'agit d'analyser:
 - la transformation des pratiques foncières, les stratégies de régulation des conflits et les mécanismes de contractualisation.

Méthodologie

- Élaboration du cadre théorique après une visite exploratoire ;
- Séance de travail avec les encadreurs de la Palmci: choix des villages et calendrier des enquêtes;
- Enquête sur le terrain et observation directe;
- Exposer des résultats analysés.

Résultats

- 1- Transformation des pratiques foncières;
- 2-Stratégies de régulation des conflits et mécanismes de contractualisation;
 - Stratégies de régulation des conflits fonciers
 - Mécanismes de contractualisation
 - en cas de métayage, de fermage, d'aboussan, de vente
- 3-Impacts des conflits sur la production de palmier à huile
 - dans les plantations villageoises: deux cas (Tiegba, Leheri-Panda)
 - chez les usiniers

Discussion

- 1- Conflits fonciers: les représentations qui divisent
 - la représentation des anciens
 - la représentation des génération montantes
- 2- Conflits fonciers: déplacement du centre de régulation
- 3- Conflits fonciers: impact sur le mode de vie ou habitude des agriculteurs

Conclusion

- Les conflits ponctuent les activités des planteurs de palmier selon deux ordres de référence: activités humaines quotidiennes génératrices de contradiction, de frustration, de non-respect de lois ou des clauses et libéralisation de la filière palmier à huile faite de concurrence et de jeu d'intérêts
- Deux modes de gestion de conflits émergent: mode traditionnel villageois et mode moderne des tribunaux d'État.

- Mobilité spatiale des populations rurales et urbaines comme passage d'un monde à un autre avec ses lois et ses modes de régulation créant de nouveaux problèmes

Perspectives

- Revisiter les usiniers (Palmci) pour complément d'informations sur l'impact des conflits sur la production
- Innovation dans les mécanismes de régulation des conflits : le cas de la Sous-Préfecture de Guitry

Contraintes institutionnelles et socioculturelles de l'émergence des coopératives dans la filière palmier à huile en Côte d'Ivoire :

Le cas de la Cooppha et de la Coopplato dans les régions des Lagunes et du Sud Comoé

Projet de Thèse de Sociologie économique du développement

CONSTATS

Trois principaux constats :

1- Groupements de planteurs promus par l'État et relation de dépendance des coopératives ;

1996-97, libéralisation des filières et privatisation des entreprises agro-industrielles : responsabilisation et professionnalisme plus accrus des producteurs ;

Nouvelles normes imposées difficilement appropriées par les nouveaux acteurs de la filière palmier.

PLAN DE L'ETUDE

Contexte de l'étude
Constats et questions de recherche
Objectifs de l'étude
Hypothèses de travail

Méthodologie de recherche
- construction de l'échantillon
- observation
- entretien semi-directif

Théories explicatives
- Théorie des champs
- Sociologie des organisations
- Analyse stratégique
- Théorie de la régulation
- Théorie des conventions

2- Conflits de compétence autour de l'appropriation des activités et de la fixation du prix d'achat des régimes ;

Tensions autour de la construction de nouvelles règles dans les relations contractuelles entre acteurs.

3 - Fonctionnement des coopératives affaibli par un déficit de communication et de circulation d'information ;

Démotivation des planteurs et conflits de légitimité entre coopérateurs dans la gestion des activités.

CONTEXTE DE L'ETUDE

Contre-performances des entreprises et réforme du secteur parapublic : libéralisation et privatisation ;

• Secteurs agricoles : Suppression des subventions, désengagement de l'État des fonctions de production et de transformation ;

• Analyse des interactions entre nouveaux acteurs de la filière palmier : *Stratégies et organisation des acteurs face aux nouvelles réformes institutionnelles.*

QUESTION DE RECHERCHE

Les enjeux et les jeux d'acteurs dans les modalités de régulation et d'appropriation des normes participent-ils à la viabilité et au dynamisme des coopératives ?

Questions secondaires

• Quelles sont les modalités de régulation des normes et des activités ? quelles sont les tensions sous-jacentes ?

En quoi le déséquilibre informationnel et les conflits de légitimité entre coopérateurs entraînent-ils un malaise dans le décollage des coopératives ?

- Quelles sont les ressources mobilisées par les acteurs pour réduire les tensions ?
- Quels sont les compromis émergents des arènes de confrontation ?

OBJECTIFS DE L'ETUDE

Apporter une contribution à l'analyse de l'appropriation et de la construction de règles entre acteurs, des stratégies et des ressources mobilisées, des compromis émergents des conflits de norme.

2 - Les modes de régulation dans le champ de production du palmier dépend des nouvelles règles construites entre les coopératives et les autres acteurs.

Indicateurs :

- Des compromis issus des arènes de confrontation entre acteurs se construisent autour de nouvelles normes et formes de contrat.
- Chaque groupe d'acteur mobilise des stratégies et des ressources propres débouchant sur la réduction des tensions suscitées par les conflits de normes.

Objectifs Spécifiques :

- Analyser les sources et objets de tensions issus de l'appropriation des normes et des activités ;
- Repérer les enjeux de pouvoir dans le contrôle et l'accès aux informations et dans la gestion des activités de la coopérative ;
- Analyser les expériences d'arrangements institutionnels et les compromis émergents entre acteurs

3- Le déficit de communication et d'information et les conflits de compétence met à l'épreuve la légitimité des dirigeants et la viabilité des coopératives.

Indicateurs :

- La confrontation entre coopérateurs à son origine dans des règles et des décisions difficilement maîtrisables.
- Des conflits de compétence débouchent sur des dissidences et l'affaiblissement des coopératives.

HYPOTHESES DE TRAVAIL

1 - L'émergence des coopératives se heurte aux normes difficilement appropriées et aux conflits de compétence institutionnels.

Indicateurs :

- La difficile appropriation des nouvelles normes entraîne des tensions entre nouveaux acteurs de la filière palmier.
- Ces tensions tournent autour du rôle des institutions dans les modalités d'exécution des activités et la fixation du prix d'achat des régimes.

METHODOLOGIE DE RECHERCHE

Echantillonnage :

24 enquêtes: 16 rep coop,
5 Minagra et 3 usiniers

- **Principaux acteurs** : échantillonnage en boule de neige ou échantillon par réseaux ;
- **Planteurs et dirigeants de coopératives** : méthode probabiliste ou tirage au hasard selon 1/5^e de la population mère ;
 - 2 v forte part.
 - 2 v faible part.
 - 2 v tensions
- **Villages** : Méthode du choix raisonné.

Observation : observation directe et participante.

Entretien semi-directif : approche par le récit de vie.



Présentation de N. Atsain
Enseignant-Chercheur, Université de Bouaké

Projet palmier à huile

Fabrication artisanale de l'huile de palme
en Côte d'Ivoire:
Le cas de la région d'Aboisso, de Divo et de
Soubre

Plan de présentation

- Introduction
 - Problématique, objectif et hypothèses
 - méthodologie
 - choix des zones d'études et de l'échantillon
 - enquête de terrain
- 1- Fabrication de l'huile palme
- 2- Technologie de fabrication
- 3- Mode de fonctionnement de la fabrication
- Conclusion

Problématique

- Les acteurs qui interviennent dans l'organisation du palmier à huile sont nombreux et variés, mais mal connus
- Dans quelles zones interviennent-ils et sur quels marchés?
- Ce secteur constitue-t-il une base de repli pour les planteurs en période de chute des prix?
- Dans quelle mesure constitue-t-il un atout dans l'articulation entre capacité de production et de transformation?

Objectif

- L'objectif de ce travail est de décrire la fabrication artisanale de l'huile de palme et voir la technologie et le mode de fonctionnement.

Hypothèses

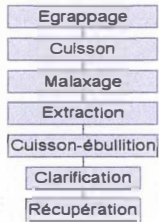
- Le contexte de la libéralisation élargit les possibilités des planteurs quant à leurs décisions de commercialisation des régimes : usiniers, mini huileries, artisanes, transformations domestiques.
- L'accroissement de l'offre de régimes au secteur artisanal peut être un facteur d'évolution des outils techniques dans ce secteur.

Méthodologie

- *Choix des zones d'étude* : 3 grandes zones : ABOISSO, DIVO, et SOUBRE
- *Echantillon* : 84 transformatrices (42 autochtones et 42 allogènes) sélectionnées selon leur disponibilité
- *Enquête de terrain* : enquête par questionnaire auprès des unités de transformations artisanales

1- Fabrication artisanale de l'huile de palme

Processus de transformation



2- La technologie de fabrication

- les femmes utilisent toutes les mêmes procédés de fabrication : la presse manuelle et la main
- la technique de fabrication s'acquiert sur le tas par apprentissage de courte durée auprès d'un parent (mère, tante, sœurs) ou d'une amie

3- Mode de fonctionnement de la fabrication

- **Investissement et coût**
 - Matériels
 - Location de presse
 - Main d'œuvre
- **Approvisionnement**
 - Achat et don
 - Collecte des régimes et des graines sur les plantations
 - Fluctuation des prix de régimes selon les périodes de production

Conclusion

- La production artisanale de l'huile de palme n'entraîne pas de gros investissements
- les installations sont réduites à de simples « cuisines familiales »
- la technique de fabrication est très simple. Elle peut intéresser davantage les femmes si on les regroupe en coopérative

Présentation de E. Cheyns
Chercheur Cirad



CIRAD - Université de Bouaké



La consommation urbaine de l'huile de palme rouge en Côte d'Ivoire Quels marchés ?



Le développement agro-industriel de la filière en RCI

- Mise au point d'une variété sélectionnée : haut rendement
- Forte demande pour l'exportation et l'industrie
- Deux plans palmier : 1963 à 1990
- Modèle de développement : les complexes agro-industriels, Sodepalm

- **Le secteur artisanal :**
- Négligé, voire interdit (« secteur parallèle »)
- Mimétisme supposé vis à vis des habitudes de consommations occidentales, surtout en Abidjan
- Aboutirait à suppression de la consommation d'huile rouge, substitution par huile raffinée

Transformation des régimes

Transformation industrielle

Usines 20-40 t/h

↓
Huile rouge

↓
2^e transformation indust.
(Blohorn / Cosmivoire)

↓
Huile raffinée, savons,
cosmétiques, margarine, etc.

Transformation artisanale

Manuelle ou presses à vis
secteur informel

↓
Huile rouge et savons
artisanaux
Marché local



Extraction manuelle, région de Man



Presse artisanale, Azaguié

Objectifs, Hypothèses

- Montrer qu'il y a un marché de consommation local pour l'huile de palme rouge-artisanale
- Expliquer pourquoi ce marché existe toujours

- L'huile raffinée ne s'est substituée qu'en partie à l'huile rouge dans la consommation des ménages :
 - Les deux produits ont des caractéristiques de qualité différentes, qui en font des produits différents, et non entièrement substituables
 - Ces caractéristiques sont produites par des formes non-industrielles de production et d'information sur la qualité du produit

Outils théoriques mobilisés

- Comprendre le fait alimentaire : **Styles alimentaires** (Calvo, 1987)
 - Produits
 - Pratiques (approvisionnement, transformation, consommation)
 - Représentations de ces produits et pratiques
- Caractéristiques de qualité recherchées : liées aux **situations d'usage** (approche marketing : **Personne-Objet-Situation**)
 - Situation « plat préparé »
 - Situation « occasion de consommation »
- **Caractéristiques de qualité non-intrinsèques** : accord sur la qualité entre acheteur et vendeur

Outils théoriques mobilisés

« L'objectivation » des caractéristiques des produits :

- a) Incertitude sur les caractéristiques
 - Problème d'information
 - Dimension cognitive

b) « Economie des conventions »

- « Convention » : cadre commun qui permet l'accord

« Economies de la grandeur » : pluralité de formes d'accord

- domestique (la confiance personnalisée, gens de même « maison »)
- marchande (la concurrence, prix)
- de l'opinion (le renom)

Observations

Rapports critiques

Rapports convergents

Question, Méthode

Enquête ménages à Abidjan (avril 2001) - Entretiens (30 ménages)

- Consommation des huiles dans les ménages urbains : place de l'huile rouge
- Perception de la qualité par les consommateurs : différenciation des huiles, situations d'usages
- Pratiques d'approvisionnement

Relevé des prix (avril 2001) - Abidjan

- Relevé des prix des huiles rouges (15 marchés) selon la différenciation établie par les consommateurs

Consommation de l'huile de palme :
Huile rouge et raffinée

- H. Rouge / raffinées : consommées dans tous les ménages

Huile rouge	1,4 litres/mois (17 litres/an)
Huile raffinée	6 litres/mois (72 litres/an)

- Huiles de palmes : les plus consommées

Prix des huiles

Huile de palme	Prix Cfa	Autres huiles industrielles	Prix Cfa
Huile rouge artisanale "africaine"	910	Huile de soja	1 360
Huile industrielle raffinée	600 à 650	Huile de tournesol	1 490
		Huile d'arachide	1 990 à 2 300
		Huile de maïs	1 600 à 1 800
		Huile d'olive	4 000 à 7 000

Huiles rouges et raffinées : sont-elles substituables ?

- L'huile raffinée s'est largement introduite dans les ménages : devenue un produit « traditionnel »
- Mais huile raffinée : perçue comme une huile d'arachide
- Non substituables dans certains plats

Huile rouge / raffinée : Des usages différents (1)

PLATS	Incorporant l'huile de palme rouge	Incorporant l'huile de palme raffinée
Sauce Djimblé (gombo)	♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦	
Sauce Kopé (gombo)	♦♦♦♦♦	♦
Foufon	♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦	
Sauce feuille	♦♦♦♦♦	♦
Igname bouilli	♦♦♦	♦
Attiké rouge	♦♦♦♦♦	
Alloco	♦♦♦	♦♦

ANNEXE 2

Compte rendu de réunion avec les coopératives

Etude diagnostic des coopératives de la filière palmier à huile
Compte rendu de la Réunion
(Caistab 5ème étage, salle de réunion, 08 mai 2001, 9h43 à 12h13)

Ordre du jour :

1. Présentation des représentants d'institution (coopératives, Cirad, Université de Bouaké, Socodevi)
2. Exposé de l'étude diagnostic et termes de référence
3. Aspects organisationnels de l'étude
4. Questions et commentaires

1. Présentation des représentants d'institutions

D'entrée, M. Bérubet propose un tour de table pour faire la connaissance des représentants des différentes institutions présentes (Coopératives, Cirad, UB, Socodevi) réunies autour de la table.

• **Présentation des dirigeants de coopérative**

Mme Debato Elise, PCA de la Cooppha
 MM. Kobo Douoba, membre de la Coopalm-Soubre, Représentant de la coopérative (Coopérative non agréée, agrément en cours)

Kassieu Luc, Directeur de la Coopenek (Néka, Grabo s/p de Tabou, coopérative agréée).

Kodia Romain, Directeur de la Cooppha (Anguededou, coopérative agréée)

Issa Bernard, CA Cooplahi (Iboké, Tabou, coopérative agréée)

Mambé, Président Cooplahi (Iboké, Tabou)

Taha Bah, PCA Coopalsa (Bolo Sassandra, coopérative agréée)

Kodjo Adiko, Directeur de Palm-Ehania (Aboisso, coopérative agréée)

Ahissi Brou, vice-président, Palm-Ehania, Aboisso

Kouadio Fri, Administrateur à Palmbac (Iboké, Tabou)

Koubé, vice-président Cooplahi

Mensah, Administrateur Coopenek

Essi Antoine, CA Coopalco, Irobo (Grand-lahou, coopérative agréée)

Trey Yoro, Directeur Coopalco

Boni Magloire, PCA de Coopenek

- Mme Cheyns, Cirad, programme palmier à huile en Côte d'Ivoire.
- Aka Frédéric, Université de Bouaké, programmes de recherche du LESOR (Analyse de la filière igname, la question foncière au centre et au nord ivoirien, l'organisation et le développement de la filière palmier à huile).
- Bérubet et Douama, Socodevi, projets de renforcement des coopératives (assistance technique, étude de faisabilité, capacité organisationnelle) et mise en place de micro-crédits.

2. Exposé de l'étude de diagnostic par Cheyns, Bérubet et Douama à l'ensemble des représentants de coopératives et remarques et questions.

Selon Cheyns, deux points importants sont à relever dans les constats faits en ce qui concerne les coopératives de la filière palmier :

- a) Les coopératives dans la filière palmier sont récentes. Elles sont nées à la suite du processus de privatisation. Les coopératives sont dans un processus d'apprentissage où des règles sont construites avec les différents intervenant au niveau de la filière. u

- b) A la privatisation, les planteurs doivent jouer de nouveaux rôles à savoir la prise en charge des activités via les coopératives. Cela constitue un poids important dans les négociations. Aujourd'hui, les coopératives face à une nouvelle forme de coordination, jouent un rôle important. Ce rôle est attribué aux planteurs.

L'idée est de faire une analyse à mi parcours, une étude de diagnostic dans le processus de constitution et de mise en place des coopératives. Il s'agit d'évaluer les contraintes des coopératives et d'engager des mesures d'accompagnements. les coopératives seront engagées dans un processus d'élaboration des termes de références et de leur analyse.

M. Bérubet présente les objectifs de l'étude. Les résultats et l'analyse de cette étude seront discutés avec les coopératives dans un esprit de démarche participative. Ensuite il passe en revue et commente les trois types d'étude à mener de concert avec les coopératives, après avoir distribué les termes de références aux représentants.

Les trois études sont : Capacités, contraintes en termes de gestion économiques et financière ;
Déterminants sociaux de la viabilité économique des coopératives ;
Potentialités et contraintes agronomiques des coopératives.

Il passe la parole à M. Douama pour présenter les aspects organisationnels de l'étude

3. Aspects organisationnels de l'étude

M. Douama présente les aspects organisationnels de l'étude. Il insiste sur le fait que le recueil des informations doit mettre un point essentiel sur l'appel à la participation active des membres des coopératives dans l'élaboration de l'étude et des documents de travail.

La tournée dans les coopératives débute à partir du 28 mai 2001. Deux jours d'étude seront consacrés à une coopérative, avec une équipe de recherche composée de deux personnes :

- Cheyns et Douama
- Aka et le chercheur du Cirad
- M. Bérubet jouera le rôle de coordinateur de la tournée

L'itinéraire retenu dans le sud et le sud-est est le suivant :

1. Cooppha-Anguededou, Attinguié ;
2. Coopplato-Toumanguié, Bonoua ;
3. Palm-Ehania, Aboisso.

Au niveau du sud-ouest:

1. Coopalco et Coopalm-Irobo, Grand Lahou ;
2. Coopalsa-Bolo, Sassandra ;
3. Coplaphi et Cooplaphi-Iboké, Tabou ;
4. Coopenek-Néka, Grabo-Tabou.

Les dates de ces tournées restent à déterminer définitivement à la prochaine réunion avec les coopératives concernées par l'étude. Fin juin, début juillet, restitution de l'étude en présence des représentants des coopératives, septembre, recherche de financement auprès de bailleurs de fonds.

4. Questions et commentaires suscités par la présentation de l'étude diagnostic

M. Bérubet donne la parole aux représentants de coopérative pour recueillir leurs impressions, les questions et commentaires en vue d'éventuel éclaircissement sur certains aspects de l'étude.

M. Kouadio Fri (Palmbac-iboké)

Je salue l'initiative des 3 institutions (UB, Cirad, Socodevi) qui nous proposent une étude de diagnostic des coopératives. Je suis étonné que ce ne soit pas le MINAGRA qui fasse cette étude. Nous ressentons un vide à ce niveau. Nous pouvons nous confier davantage pour trouver des solutions à nos problèmes.

Avant la privatisation de la filière palmier, l'organisation de la filière était intégrée et elle est admirée de tous. Il y avait la Palminindustrie, Blohorn-Unilever qui s'occupaient des planteurs. Après la privatisation, la filière fut désintégrée. Les planteurs n'étaient pas organisés. L'Etat a mis en place l'OTG. Cet organe n'a pas pu remplir sa mission. Il a été dissout avant son mandat. Les planteurs furent abandonnés aux repreneurs qui tirent le maximum de profit. Ils ne font pas de sentiments. Ils n'ont pas trouvé nécessaire d'organiser la filière. Aujourd'hui, le MINAGRA a commandé une étude d'évaluation des coopératives.

Votre initiative nous va droit au cœur. Mais l'étude est vite venue surtout en ce qui concerne l'étude financière. Nous sommes encore en phase de la mise en place de coopératives. Nous souhaitons voir comment amener à la mise en place effective des coopératives. Exemple, les activités à reprendre sont encore entre les mains des repreneurs, les coopératives ne les exercent pas officiellement. Cela handicap les coopératives. Nous voulons une aide à la mise en place effective des coopératives.

Taha Bah, Président de Coopalsa-Bolo, Sassandra

Les termes de références et les objectifs de l'étude sont nobles. L'OTG faisait cela, il a commencé mais n'a pas terminé. Nous sommes à l'écoute. Nous allons réunir le Conseil d'Administration pour amender et réagir.

Mensah, Coopenek-Néka

Je crains qu'on ne fasse une confusion entre cette étude et un organisme salvateur. Les planteurs sont désemparés, ils considèrent que toute organisation qui les approche apporte des solutions. La présente étude, est-ce une étude de thèse ou un organisme qui veut aider la filière ou à la comprendre. On souvent confond le financier et l'étude universitaire. Ne pas laisser cette confusion au niveau des planteurs. Il existe suffisamment de ressources financières pour gérer la filière. On a pas besoin de chercher des ressources ailleurs. La masse des petits planteurs cela ne les intéressent pas.

Réaction de M. Bérubé

Réaction à l'intervention de Mensah de Copenek : soyez rassuré, nous ne sommes pas des bailleurs de fond. Nous suscitons de l'argent des bailleurs par rapport aux besoins prioritaires. L'étude aboutie sur des propositions d'interventions pour les coopératives, pour chercher des financements.

M. Boni Magloire, PCA de Coopenek

Qu'est-ce qui a poussé ces trois organismes à s'intéresser à la filière palmier. Cela fait 5 ans qu'il y eu la privatisation. Une étude de diagnostic sera menée par le MINAGRA en vue de démarrer les prestations pour le compte des membres des coopératives. L'état a concédé aux privés les activités. Il doit donner le feu vert aux privés pour le transfert qui doit se faire entre les privés et les coopératives. La mission est de savoir si les conditions et les règles sont remplies par les coopératives.

Les objectifs de cette étude de diagnostic, une question de forme : déterminer ensemble les facteurs contraignants, la formulation, je n'ai pas compris.

Les coopératives agréées ont d'énormes problèmes. Le diagnostic sur les coopératives de palmier pourquoi pas sur l'ensemble des coopératives, celles qui depuis 5 ans ont du mal à démarrer, mais plutôt celles qui ont leur agrément ?

Le problème est que les coopératives ne sont pas prêtes à assumer les prestations. Pour la venue de l'agronome du Cameroun, pourquoi ne pas prendre quelqu'un de la Côte d'Ivoire ?

M. Ahissi, Vice PCA de Palm-Ehania (Aboisso)

La filière palmier est la seule non organisée avant la privatisation. Les planteurs des filières café-cacao sont organisés depuis les années 70. Les planteurs de palmier ont été assistés. Les coopératives qui sont agréées ont des difficultés de structuration. Ce qu'on attend de l'étude, ce n'est une étude de laboratoire. On manque d'appui. L'OTG n'a pas fonctionné par manque de moyens. On ne voit rien de l'administration. On a notre destin en main. On voudrait des études et des résultats au fur et à mesure. Pas de résultats dans un an mais au moins 2 mois. Mais comment cette étude de diagnostic pourra nous donner des stratégies pour prendre les activités ? Comment elle favorisera la création de coopérative bien structurée ? On attend du concret, tout de suite, le dossier monter peut amener à obtenir des bailleurs de fonds des ressources attendues.

M. Essi Antoine, CA-Coopalco

La démarche est bonne. je vous remercie. La filière palmier est soldée. Pourquoi on est pas organisé ? La filière a été bradée par les partenaires, l'état et les usiniers. Les planteurs n'ont pas reçu de coups de pouce. Notre faiblesse est exploitée par les repreneurs. Les textes ont été fixés pour 2 ans pour la reprise des activités, cela fait 5 ans. On a demandé une étude si bien ficelée que des fonds sont arrivés. L'UE a fait une étude après la privatisation pour les coopératives. Les producteurs ont remboursé. Les producteurs veulent des interventions, des études concrètes pas chères et rapides. On a eu une vingtaine d'étude sans résultats.

M. Trey Mathurin, directeur de la Coopalco-Irobo,

C'est la première fois que des personnes font des interventions directes avec les coopératives. Je suis heureux que par ces échanges, on arrive à obtenir ce qu'on demande. On a pas d'aide. On est laissé pour compte après la privatisation. La BM a envoyé de l'argent pour le compte des planteurs, on a rien vu. Aujourd'hui on paye ces dettes.

Les informations fournies, on veut qu'en vous aidant, vous nous aidez. On est à bout de force. La Coopalco est la première coopérative à avoir son agrément. Elle a installé des machines dans son bureau, tout est foutue. Il y a une nécessité urgente d'aider les coopératives. La coopérative ne survit que des cotisations des membres du CA. On ne peut plus.

Réponse de M. Bérubet

L'étude est une étude de diagnostic, il est utile de le faire de concert avec vous les coopératives. Les résultats seront présentés au bout d'un mois. En septembre l'étude sera présentée aux bailleurs de fonds.

Réponse de Cheyins

Elle a rappelé la nécessité de faire une étude de diagnostic conjointe avec les coopératives et la confusion à ne pas faire entre les organismes intervenants (UB, Cirad) et les organismes de financements. Elle a proposé également un agronome local si celui appelé de Douala ne convient pas.

M. Boni M. PCA - Coopenek

L'étude de diagnostic, ce sont toutes les coopératives qu'il faut étudier ? les coopératives agréées ou non ? par rapport à l'étude agronomique, on a aucune emprise sur les planteurs en ce qui concerne les techniques agricoles et l'utilisation du verger.

M. Kodia, Directeur de la Cooppha-Anguededou

Les activités sont encore organisées par les repreneurs. Les coopératives agréées essaient d'organiser les planteurs pour assurer les prestations. Les coopératives qui ont fait leur Assemblée Générale constitutive vont vers l'agrément. Est-ce à dire que les coopératives agréées sont celles qui ont moins de problèmes ? les coopératives non agréées peuvent être prises en compte si il existe une certaine organisation. Je propose qu'on se retire entre coopérative ou entre membres de coopératives pour prendre des décisions et rediscuter après.

Mme Debato Elise, PCA de la Cooppha-Anguededou

On est fatigué, il faut saisir cette opportunité et essayer de retenir le canevas du programme. Les informations de cette étude débouchent sur des résultats pour aller chercher des financements.

M. Ahissi, Palm-Ehania

Pour la suite du débat, on se retrouve en CA ou avec l'ensemble des coopératives, rediscuter pour les besoins de cette étude.

Kouadio Fri, Palmbac

Il faut cibler quelques coopératives, ne pas faire de confusion au sein de la filière palmier en CI. Parler d'une approche participative, aller voir les coopératives, c'est important pour tirer les conclusions de l'étude.

Kodia, Cooppha

Proposition pour la tournée au sud-ouest du 5 au 14 juin

1. Coopalco-grand-lahou ;

2. Coopalsa-Sassandra ;
3. Coplaphi-Iboké ;
4. Coopenek-Tabou

Réponse Cheyns

L'objectif de cette étude est de faire un document et par la même occasion documenter les coopératives. Le Cirad en s'associant à la Socodevi et en tant que structure de recherche avec l'UB, il s'agit d'apporter un appui et un accompagnement aux coopératives.

MM. Kobo Douoba, Membre de la Coopalm-Soubré,

Pourquoi un agronome venant de Douala, les chercheurs de la CNRA connaissent bien les problèmes locaux, nous disposons d'une recherche de pointe.

M. Kouadio Fri, Palmbac

C'est une opportunité de l'avoir car c'est un œil nouveau qu'il va apporter, son expérience et l'expérience acquise dans un autre pays nous serviront si une comparaison se fait entre les deux pays.

M. Kodja, Cooppha

On se retire et rendez-vous est pris pour le mardi 15 mai 2001 dans cette même salle de réunion de la Caistab à 9h30.

**Etude diagnostic des coopératives des secteurs de production
du palmier à huile en Côte d'Ivoire**

Compte rendu de la réunion de synthèse des premiers résultats de l'étude

Date : mercredi 1er août 2001 à 9h 45

Lieu : Salle de bibliothèque du CIRAD, Plateau

Etaient présents:

Mme Emmanuelle Cheyns (Cirad-CP)
MM. Francis Akindès, Frédéric Aka (Université de Bouaké)
Maxim Prudhomme, B. Douama (Socodevi)

Dirigeants de Coopérative

MM. N'guessan Kan (Coopalsa)
Romain Kodja (Cooppha)
Luc Kassieu (Copenek)
N'gbotti Konan, Félix Elloh Elloh (Coopplato)
Kodjo Adiko, Ahissi Brou (Palm-Ehania)

Ordre du jour :

1. Présentation de la synthèse des premiers résultats de l'étude diagnostic
2. Réaction des dirigeants des coopératives étudiées par rapport à l'exposé
3. Recommandations

1. Présentation des premiers résultats de l'étude diagnostic

La restitution des premiers résultats de l'étude diagnostic des coopératives de palmier a été faite par E. Cheyns (Cirad). Elle a présenté les forces et les faiblesses des coopératives. Des recommandations face aux contraintes ont été données. Les points essentiels qui ont été discutés sont les suivants :

A – Les planteurs et le Conseil d'Administration

Le nombre de planteurs résidents au sein des coopératives est important. Mais les administrateurs locaux sont moins représentatifs dans le Conseil d'Administration (CA). Les administrateurs ont une faible maîtrise des outils de gestion. Certaines personnes du CA maîtrisent les données (4 ou 5 personnes sur 10). D'où la délégation de la gestion et de la comptabilité de la coopérative à une équipe technique extérieure.

En ce qui concerne l'élection du CA, le président élu, nomme son bureau. Il existe un vote en bloc du CA. Les membres du CA sont solidaires. Il existe une entente entre eux. Cependant, tout repose sur la tête du président ou du Directeur. La question du renouvellement du bureau et de la représentativité des membres du CA se pose.

Au niveau de l'équipe technique, le choix du directeur est motivé par une personne rompue au métier de palmier et qui peut gérer un ensemble de planteur. D'où l'appel aux anciens cadres de Palminindustrie.

Certaines coopératives estiment que le personnel doit être recruté sur la base d'un test et d'une période d'essai. Une évaluation de la performance du personnel doit être envisagée. Au sein du CA et de la direction, il existe une mobilisation effective, une réelle motivation et un dynamisme dans la gestion de la coopérative. Il y a également un souci d'autonomie et de prise en charge.

Les points faibles : le constat est que, tout repose sur une tête.

Point fort : il existe dans toutes les zones une libération du capital minimum pour créer une coopérative. Le capital appartient effectivement à la coopérative.

B- Activité et gestion

Au niveau de la gestion, il existe peu de budget prévisionnel réel. Les coopérateurs tablent sur des hypothèses particulièrement axées sur les activités (collecte). Il y a peu de traces écrites. L'informatisation de la gestion et du fichier planteur est encore à réaliser. Une seule coopérative a pu l'exécuter.

Pour les dirigeants, l'hypothèse de transfert total des activités pourra assurer une compétence financière à la coopérative. De même, Il est nécessaire de reprendre le budget étant donné que les planteurs demandent de plus en plus des comptes tout comme les coopératives en demande aux usiniers.

Objectifs des coopératives : le transfert des activités, des actions socio-économiques, le développement local, la sécurisation du revenu des planteurs, la mutuelle de crédit et surtout la transformation des régimes.

C- Encadrement et conseil technique

Les coopératives proposent un encadrement autre que celui pratiqué par la Palmindustrie. Il s'agit plus d'un conseil agricole.

Le crédit : la coopérative doit faire du crédit ou créer une mutuelle ? la question reste posée. Une coopérative a innové en la matière. Elle veut mettre en place un système de tutorat, une sorte de garantie. Ainsi, un nouveau planteur doit avoir la caution de deux planteurs qui l'avalise avant son installation.

Fonction stratégique des coopératives : collecte, transformation des régimes, autonomisation, rapport de négociation, valeur ajoutée.

Attentes des planteurs : consultation des planteurs, fourniture en engrais et en pépinières, études comparatives des moyens de production.

D- Relations de la coopérative avec les planteurs

Les délégués sont élus par tous les planteurs du village. La question de leur statut et du ratio délégué/planteur reste posée. Les planteurs manquent d'informations sur les activités et la gestion de la coopérative. Il existe une faible consultation des planteurs dans l'élaboration de projet. Ce qui remet le plus souvent en cause la transparence dans la gestion.

La restitution d'information aux planteurs ne se fait pas correctement. De même, il existe une confusion dans la transmission d'information. Cette tâche est exécutée autant par les administrateurs que par les délégués. Quel doit être leur rôle dans la transmission d'informations ?

Recommandation : D'autres supports d'informations doivent compléter ceux déjà existants. Un suivi évaluation des adhérents doit être mise en place pour une meilleure unité des coopératives et des planteurs. Un plan de développement doit être envisagé.

Apport de F. Akindès , Université de Bouaké

Concernant la vie des coopératives, il existe un blocage dû à un déficit d'information. Pour accompagner la dynamique coopérative, il y a eu des acquis et beaucoup de points faibles. Un besoin de repositionnement stratégique s'impose. Pour l'envisager, des choix propres, axés sur de nouvelles connaissances, une bonne gouvernance et une bonne technique d'animation doivent être opérés. Dans la situation actuelle, il existe une absence de coordination entre les attentes des planteurs, les services offerts et les connaissances en matière de gestion.

L'accompagnement des coopératives est le fait de bailleurs de fonds, d'institutions financières telles que l'Union européenne. La connaissance de leurs besoins réels à travers cette approche participative (coopératives, institutions de recherche et d'accompagnement) permettra d'identifier ces besoins en vue de les aider à ce repositionnement stratégique mentionné plus haut.

2. Réactions des dirigeants des coopératives

M. Kassieu, Coopenek

La question de l'essoufflement des planteurs par rapport aux cotisations est réelle aujourd'hui. Ils sont complètement essouffés. Le phénomène est beaucoup plus grave. En ce qui concerne le repositionnement stratégique, c'est plutôt dans le sens de la transformation des régimes de palme. Depuis 1999, nous avons vu la nécessité de nous focaliser sur la transformation de l'huile de palme. Au niveau du transfert des activités, on nous fait attendre et on tourne en rond. Nous avons des ressources propres générées par nos activités.

M. Adiko, Palm-Ehania

Cette étude diagnostic est importante et bien faite. Pour créer une coopérative, après l'étape administrative, il faut la parachever et la conforter. Il existe de bonne volonté pour poursuivre.

On ne connaît pas suffisamment la loi coopérative. Tout le monde devrait en avoir une connaissance, mais on l'ignore. Les leaders de coopératives doivent connaître la loi coopérative et son fonctionnement. Il y a un travail de fond à faire. Nous sommes au stade d'information et de sensibilisation des planteurs, or nous n'avons pas de moyens de le faire. Je trouve que cette loi n'est pas bonne parce qu'elle favorise la création de plusieurs coopératives. Elle mentionne que sept personnes peuvent créer une coopérative. Les planteurs allochtones créent la leur, cela crée des conflits de légitimité dans la gestion des coopératives.

Le ministère de l'agriculture a évalué les coopératives. En ce qui concerne Palm-Ehania, l'administration demande de payer les frais de séjour du personnel. Or, elle est autorisée à prendre tous les frais de mission de l'étude sur les fonds OPA. Si on veut qu'il y ait une coopérative, l'administration doit apporter un appui. Or, elle crée des difficultés aux coopératives. La DOPA, chargée de faire l'encadrement des coopératives, ne le fait pas.

M. N'guessan Kan, Coopalsa

Dans l'étude présentée, il existe une faiblesse au niveau du cadre institutionnel dont le contexte n'est pas explicite. En ce qui concerne la sécurisation des filières, l'accent doit être mis sur le verger, la transformation de l'huile rouge, la rentabilité et le rendement à l'hectare.

Le volet économique de l'étude doit figurer en annexe avec des remarques dans tous les domaines à court, moyen et long terme. Les 9 coopératives agréées doivent aller vers d'autres sources de financement.

M. Kodja, Cooppha

L'étude présentée ne fait pas de propositions aux problèmes posés. Au niveau de la comptabilité, une seule coopérative arrive à l'exécuter. On n'a pas les moyens d'engager des frais pour cette opération parce qu'on n'a pas encore d'activités. Les sources de financement proviennent des cotisations des membres. Le transfert des activités n'a pas encore eu lieu.

M. N'Gbotti Konan, Coopplato

Il existe réellement un blocage, un manque de connaissance et une faible maîtrise des outils de gestions des coopératives. Selon l'Etat, la reprise des activités par les coopératives devrait se faire 2 ans après la privatisation. L'Etat a serré les boulons. On n'arrive pas à décoller.

M. Ahissi, Palm-Ehania

Au niveau interne, le blocage des coopératives vient du Conseil d'Administration. Il n'existe pas de transparence dans la gestion de la coopérative. Il y a un besoin de formation. En ce qui concerne les facteurs externes, le blocage vient de l'administration. La filière palmier a été assistée. Les planteurs sont dans l'ignorance au niveau de la structure du prix. Ils ne connaissent pas le montant des cotisations. Après cette assistance, l'Etat s'est désengagé, laissant d'autres interlocuteurs. Des fonds sont disponibles à Palmci (fonds OPA, 400 millions). Ils ne sont pas attribués aux coopératives. On a très peu de moyens pour aller sur le terrain.

M. Kassieu, Coopenek

Dans la restitution, vous n'avez pas insisté sur la professionnalisation de la coopérative, le cadre institutionnel et les mécanismes de financement. Comment sécuriser le revenu du planteur ?

Les usiniers veulent retenir les agents d'encadrement. Ils veulent les redéployer ailleurs. Nous allons faire appel aux techniciens agricoles (lycée agricole).

Dans les activités de transformation, il y a moins de risque. La demande est très forte. Il existe une rentabilité dans la transformation. Les activités économiques viables pour une coopérative : une usine de première transformation et de deuxième transformation.

3. Recommandations

Selon, Prud'homme (Socodevi), face à l'environnement menaçant, il faut une réelle volonté des dirigeants et des planteurs de faire vivre la coopérative. Pour Douama, le déblocage des contraintes actuelles des coopératives doit se faire à travers des négociations avec l'administration et les Agro-industriels.

Mme E. Cheyins (Cirad) propose de remettre un rapport provisoire aux dirigeants de coopérative pour le valider. Les différents apports permettront de finaliser l'étude diagnostic des coopératives. Pour elle, la recherche de financement ne peut venir que lorsqu'on prouve la hausse de production, la capacité de montage d'une usine. Pour cela, il faut se faire connaître. Faire connaître la coopérative. Rendre visible les documents.

Selon Akindès, la dynamique de la coopérative passe par un cadre institutionnel. Le produit de la recherche doit servir à l'action. Ainsi, face aux bailleurs de fonds, il faut améliorer la visibilité des coopératives étant donné qu'ils peuvent infléchir la position de l'Etat. La filière doit sortir de l'opacité, il faudrait donner plus d'informations et un appui aux OPA.

ANNEXE 3
MISSION DE RECHERCHE J.M. YUNG
(termes de référence)

MISSION DE RECHERCHE J.M. YUNG : Stratégies d'acteurs et innovations dans le secteur villageois de palmier à huile en Côte d'Ivoire

Termes de références

Cette mission s'insère dans le cadre du projet IRD-CODESRIA mené par Université de Bouaké et le CIRAD, avec une intervention de Jean Michel Yung sur l'axe "stratégies d'acteurs et innovations dans le secteur villageois de palmier à huile".

Objectifs de la mission :

La mission de Jean-Michel Yung tiendra en deux volets. Il s'agira d'une part, d'apporter un appui méthodologique à un membre de l'équipe et d'autre part, de prendre en charge une problématique particulière du programme.

Volet 1 : appui méthodologique

Les recherches dans le cadre du projet, et sur l'axe "innovations dans le secteur de production villageois", ont démarré par différents travaux, notamment le travail de DEA de Kouamé Yao Séverin. L'idée est d'apporter un appui scientifique à l'équipe, et plus particulièrement à l'étudiant qui devra poursuivre son travail dans le cadre d'une thèse. Il s'agira plus spécifiquement à partir de l'état actuel des connaissances d'aider l'étudiant :

- dans son approche sociologique de l'**innovation** et des **stratégies** d'acteurs.
- dans la reformulation des hypothèses, à définir des indicateurs d'observation, etc,
- de façon globale, à définir une meilleure approche empirique du terrain, (observation, choix d'indicateurs, techniques d'enquête, etc.

Le suivi de l'étudiant pourra se faire ensuite concrètement durant son stage au Cnearc et durant les 15 jours qu'il passera à TERA/AF fin novembre - début décembre 2001.

(et on peut prévoir une suite : deuxième mission, etc.)

Volet 2 : Prise en charge d'une thématique particulière du projet

Dans le cadre du sous-programme "Innovations et changements dans le secteur de production et transformation villageois de palmier à huile", il s'agira :

Caractériser au plan socio-économique les différentes phases du changement dans les systèmes de production villageois, au cours des dernières décennies. Etant entendu que pour l'instant, 5 phases majeures ont été identifiées. La mission de J.M Yung validera cette périodisation, sinon la complètera s'il y a lieu.

Porter une analyse plus particulièrement sur les deux dernières phases (phase de privatisation, puis phase de chute des cours de l'huile et du prix des régimes de palme au planteur : phases 4 et 5 - voir annexe 2). Il s'agit, à partir d'une approche de terrain, plus concrètement de mieux caractériser sociologiquement ces deux dernières phases et de documenter les stratégies d'acteurs dans la filière.

La valorisation finale de ces résultats est attendue par une contribution aux objectifs de publication des résultats de l'ensemble du projet dans un bouquin qui sera édité par le Codesria (à finaliser pour début 2003). Des rapports intermédiaires enrichiront l'entreprise de connaissance collective de l'équipe.

Organisation de la mission :

Le terrain pourrait se dérouler dans 2 régions : la région des lagunes (Dabou, Anguédédou) et le Sud comoé (Aboisso).

Il s'agira de repérer les villages à enquêter et à y préparer la mission. Le choix des villages dans chacune des zones se fera en fonction de critère comme la présence importante de femmes pratiquant la transformation des régimes, etc.

On prévoit une réunion de démarrage de la mission (le 26 septembre, voire aussi le 27), et une réunion de restitution en Abidjan en fin de mission (5 ou 6 octobre), puis à Montpellier avec E Cheyns le 9 ou 10 octobre.

Calendrier :

- Mission JM Yung en RCI du 25 septembre au 6 octobre :
- Réunion de préparation avec l'équipe
- Enquêtes dans les deux zones choisies, collaboration avec Kouamé Y.S.
- Réunion de synthèse à Abidjan

- Réunion de synthèse à Montpellier le 8 ou le 9 octobre avec Emmanuelle Cheyns

- Poursuite des enquêtes sur le terrain par Kouamé Y.S. en octobre

- Stage de Kouamé Y.S. à Montpellier, au Cnearc, en novembre

- Stage de Kouamé Y.S. à Tera/AF fin novembre-début décembre: suivi JM Yung.

- **Rapport de mission J.M. Yung** (objectifs, méthodes/résultats, conclusions, recommandations à l'équipe), et **projet rédaction** pour bouquin CODESRIA : **dates ?**

Nouvelle mission à prévoir en 2002 ?

Annexe A. Travaux de Kouamé Y.S. Etat des lieux résumé

L'opération de recherche que nous avons à charge de conduire s'inscrit dans le second axe du programme de recherche « Organisation et le développement de la filière palmier à huile en Côte d'Ivoire ». **L'objectif général de cet axe** est de mettre en évidence la dynamique du changement à l'œuvre dans les plantations villageoises de palmier à huile et dans la production artisanale de l'huile de palme. De manière plus spécifique, nous devons nous attacher déterminer les innovations dans le secteur de production villageois, d'en repérer les acteurs, d'en rechercher les causes ainsi que les incidences sur l'organisation actuelle et l'avenir de la filière. Cette recherche doit pouvoir déboucher sur une formulation de propositions concrètes, pour qu'en terme de développement puissent être entreprises des opérations pour accompagner cette dynamique.

Pour satisfaire à cet objectif de recherche, il nous fallait d'abord montrer la présence effective du changement, à partir de comportements productifs et outils nouveaux que mobiliseraient les planteurs et les productrices artisanales d'huile de palme. Dans cette perspective, **deux enquêtes différentes ont donc été initiées**. La première a été réalisée dans les régions d'Abidjan, d'Aboisso, de Divo et de Soubré. Elle répondait à un souci plus général de saisir d'un côté les écarts à la norme dans les pratiques culturelles des planteurs villageois. De l'autre, un guide d'entretien a aussi été adressé aux productrices artisanales d'huile de palme dans le cadre de cette même enquête. Il avait pour objectif de nous aider à déterminer les évolutions affectant l'activité de fabrication artisanale de l'huile de palme en terme de techniques et de moyens de production nouveaux. La seconde enquête avait une thématique plus centrée. Il y était question de comprendre les déterminants de l'utilisation du « tout -venant » dans les plantations villageoises de palmier dans la région des lagunes. L'utilisation de ce matériel végétal non sélectionné est l'un des changements majeurs qui affectent la culture du palmier depuis le lancement de l'opération « culture intensive du palmier à huile sélectionné dans le milieu paysan du sud forestier ivoirien ».

L'analyse des résultats de ces différentes enquêtes a montré que des changements ont effectivement cours. Chez les planteurs villageois, l'on note des écarts aux normes agronomiques diffusées et en vigueur pour l'exploitation intensive du palmier. Il se développe une utilisation à plus ou moins grande échelle du « tout-

venant ». Le non-respect de la densité de 143 pieds à l'hectare et l'association du palmier à d'autres productions sont fréquents. Nombre de planteurs réduisent au minimum l'entretien des parcelles. La production artisanale d'huile connaît elle aussi bien d'évolutions. Elle est de plus en plus tenue par des femmes non originaires des régions visitées. Leurs procédés d'extraction se démarquent sur bien des points des procédés utilisés traditionnellement par les autochtones pour obtenir l'huile de palme. Certains outils nouveaux comme la presse interviennent dans la chaîne de fabrication.

Comme on le voit, des indicateurs du changement existent. Nous avons même essayé de mettre en lumière les contraintes les justifiant. Ainsi, chez les planteurs villageois de la région des lagunes, l'utilisation du « tout-venant » a pu être associée à certaines variables comme le manque de sécurité foncière, le difficile accès à la main d'œuvre, etc.

Cependant, la question de l'innovation demeure entière. Quelles sont parmi toutes ces transformations celles qui sont des innovations? Quels sont les critères de détermination de l'innovation? Quelles sont les contraintes, opportunités et potentialités internes et/ou externes¹⁴ qui justifient ces innovations? Quelles incidences ont ces innovations sur la filière palmier à huile en Côte d'Ivoire? Quelle politique de développement peut-on envisager pour accompagner cette dynamique d'innovation? **Telles sont les interrogations auxquelles nous conduit notre repérage des indicateurs du changement dans les plantations villageoises de palmier à huile et la production artisanale de l'huile de palme. C'est à cet ensemble de questions qu'il nous reste à apporter des réponses.**

Kouamé Y.S.
19 septembre 01

Annexes B. Cinq phases

A priori, il semble qu'au niveau des changements exogènes qui aient eu une incidence sur la production villageoise, on peut considérer 5 phases :

1- Avant le lancement des plants palmier en RCI (1963) : gestion de palmeraies naturelles par populations villageoises locales.

2- Premier plan palmier : 1963-1979. Crédits incitatifs par SODEPALM, fourniture de capital et d'information. Développement des cultures de palmier à huile sélectionné (variété hybride à haut rendement).

3- Deuxième plan palmier : 1982-1990. Dans certaines régions, fort développement des crédits incitatifs, dans la région des lagunes : arrêt des crédits aux planteurs pour la création de nouvelles parcelles. (d'où semble t-il émergence d'une dynamique de plantation de palmier Tout Venant, tiré de descendance d'hybrides).

4 - Privatisation (fin 1996, mais prévue ou annoncée depuis début années 90) à aujourd'hui : arrêt des crédits à la création des parcelles, diminution de l'encadrement, gestion privée des complexes agro-industriels.

5 - Depuis 1999 : chute des cours mondiaux, diminution du prix d'achat des régimes (de 37F/g à 20 F aujourd'hui). Organisations des producteurs en coopératives. Depuis cette chute des cours, + le fait que la collecte est très mal réalisée : fort développement de la transformation artisanale.

¹⁴ Les contraintes, potentialités et opportunités internes seraient à rechercher au niveau des acteurs eux-mêmes pendant que celles dites externes résideraient au niveau du contexte local, national ou même international.

